

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

6 FÉVRIER 2013

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle, à réglementer la prostitution et à humaniser ses conditions d'exercice

(Déposée par Mme Christine Defraigne et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La prostitution est un phénomène social à caractère universel. Elle reste pourtant un sujet conflictuel qui interpelle nos valeurs, bouscule nos idéaux et génère souvent de grands affrontements idéologiques. Aborder un tel sujet constitue donc une tâche délicate eu égard au poids de sa charge éthique.

Il ne s'agit pas ici d'apporter un jugement moral sur la prostitution mais plutôt d'ouvrir un débat social et politique courageux, sans préjugés, axé avant tout sur la recherche d'efficacité en matière de gestion de ce phénomène et surtout de ses dérives, comme l'exploitation financière de la prostitution et la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.

Il est évidemment difficile d'estimer le nombre de femmes, d'hommes et d'enfants qui se prostituent à travers le monde. La prostitution s'exerce en effet souvent dans un contexte d'illégalité et de clandestinité. Les législations sont différentes selon les pays et les sources de données sont également très variables quant à leurs nombres, leurs variétés et leurs qualités.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

6 FEBRUARI 2013

Wetsvoorstel teneinde de strijd tegen seksuele uitbuiting op te voeren, prostitutie te reglementeren en de omstandigheden waarin prostitutie wordt uitgeoefend humaner te maken

(Ingediend door mevrouw Christine Defraigne c.s.)

TOELICHTING

Prostitutie is een universeel sociaal fenomeen. Toch blijft prostitutie een moeilijk onderwerp dat raakt aan onze waarden, onze idealen overhoop gooit en vaak ernstige confrontaties teweegbrengt. Het is dan ook een delicate opdracht om een dergelijk onderwerp aan te snijden, gelet op de ethische geladenheid ervan.

Het is niet de bedoeling hier een moreel oordeel te vellen over prostitutie, maar veeleer een moedig sociaal en politiek debat aan te gaan, zonder vooroordelen, vooral gericht op een efficiënt beheer van dit fenomeen, vooral dan de uitwassen ervan, zoals de financiële uitbuiting van prostitutie en de mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting.

Het is uiteraard moeilijk om een raming te maken van het aantal vrouwen, mannen en kinderen die zich wereldwijd prostitueren. Prostitutie wordt immers dikwijls illegaal en clandestien uitgeoefend. De wetgeving verschilt naar gelang van het land en ook het aantal, de variëteit en de kwaliteit van de gegevensbronnen lopen sterk uiteen.

D'après le récent rapport mondial sur l'exploitation sexuelle publié par la Fondation Scelles, en janvier 2012, entre quarante et quarante-deux millions de personnes se prostituent à travers le monde. Parmi elles, 75 % auraient entre treize et vingt-cinq ans, et 80 % seraient des femmes, voire des fillettes. Ce rapport précise également que le nombre de prostituées en Europe occidentale s'élèverait quant à lui à un ou deux millions de personnes et qu'il s'agirait surtout des femmes migrantes victimes de la traite des êtres humains (1).

Des différentes approches politiques

Au niveau international, on distingue globalement trois approches politiques des États vis-à-vis de la prostitution (2) :

— l'approche réglementariste qui se fonde sur l'idée que la prostitution, mal nécessaire, doit être régie, mais aussi contrôlée et canalisée par des règles spécifiques. Cette réglementation s'est souvent faite par le biais de lois et de registres de prostituées. Les exemples les plus aboutis de la logique réglementariste se trouvent dans les législations des Pays-Bas et de l'Allemagne mais d'autres pays comme la Tunisie, la Suisse, la Hongrie, la Grèce, la Turquie et l'Autriche, ont également légalisé la prostitution;

— l'approche abolitionniste part du postulat que la prostitution est une forme d'exploitation et une atteinte à la dignité humaine qui doit être abolie. Ce courant refuse donc toute réglementation car cela reviendrait à cautionner l'existence de la prostitution. Les personnes prostituées sont considérées comme des victimes et ne peuvent donc pas être punies. En revanche, les proxénètes sont considérés comme des criminels, puisque l'exploitation d'autrui est condamnable. Dans certains pays, les clients peuvent être punis par la loi au titre de « corrupteurs ». C'est par exemple le cas en Suède, en Norvège et en Islande;

— enfin, l'approche prohibitionniste qui prône une interdiction pure et simple de la prostitution et considère les proxénètes et les personnes prostituées comme des criminels. Les clients peuvent aussi être sanctionnés. Les pays défendant cette approche sont notamment l'Égypte, le Maroc, les États-Unis (sauf dans certains comtés du Nevada, où la prostitution est réglementée), l'Arabie saoudite, la République populaire de Chine, etc.

(1) *Rapport mondial sur l'exploitation sexuelle*, Éditions Economica, janvier 2012.

(2) P. Vielle, « Pour un statut social des travailleurs sexuels; plaidoyer pour une politique néo-réglementariste du traitement de la prostitution en droit du travail et de la sécurité sociale », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1998, n° 2, pp. 172-205.

Volgens het recente wereldrapport over seksuele uitbuiting dat in januari 2012 gepubliceerd werd door de Stichting Scelles, zouden zich wereldwijd veertig tot tweeënveertig miljoen personen prostitueren. 75 % onder hen zouden tussen dertien en vijftientwintig jaar zijn, en 80 % zouden vrouwen zijn, zelfs kleine meisjes. Het rapport meldt ook dat er in West-Europa een of twee miljoen prostituees zijn en dat vooral migrantenvrouwen het slachtoffer zijn van mensenhandel (1).

De verschillende politieke benaderingen

Op internationaal niveau kunnen grosso modo drie vormen van beleid van de Staten ten opzichte van prostitutie worden onderscheiden (2) :

— de regulerende aanpak, die steunt op de idee dat prostitutie, een noodzakelijk kwaad, niet alleen geregeld, maar ook gecontroleerd en gekanaliseerd moet worden door specifieke regels. Die reglementering is dikwijls tot stand gekomen via wetten en registers van prostituees. De meest geslaagde voorbeelden van de regulerende logica vinden we in de wetgevingen van Nederland en Duitsland, maar ook andere landen, zoals Tunesië, Zwitserland, Hongarije, Griekenland, Turkije en Oostenrijk hebben prostitutie gelegaliseerd;

— de abolitionistische aanpak gaat uit van het postulaat dat prostitutie een vorm van uitbuiting is en een aantasting van de menselijke waardigheid die moet worden afgeschaft. Die stroming weigert dus elke regulering, want dat zou erop neerkomen dat het bestaan van prostitutie wordt goedgekeurd. De personen die in de prostitutie zitten, worden beschouwd als slachtoffers en mogen dus niet worden gestraft. De pooiers daarentegen worden beschouwd als misdadigers, aangezien de uitbuiting van een ander verwerplijk is. In sommige landen kunnen de klanten door de wet worden gestraft als plegers van strafbare feiten. Dat is bijvoorbeeld het geval in Zweden, Noorwegen en IJsland;

— de prohibitionistische aanpak, ten slotte, die een volstrekt verbod op prostitutie voorstaat en zowel de pooiers als de personen die in de prostitutie zitten als misdadigers beschouwt. Ook de klanten kunnen worden gestraft. Vooral landen als Egypte, Marokko en de Verenigde Staten (behalve bepaalde districten in Nevada, waar prostitutie gereguleerd is), Saoedi-Arabië, de Volksrepubliek China, enz. verdedigen deze aanpak.

(1) *Rapport mondial sur l'exploitation sexuelle*, Éditions Economica, januari 2012.

(2) P. Vielle, « Pour un statut social des travailleurs sexuels; plaidoyer pour une politique néo-réglementariste du traitement de la prostitution en droit du travail et de la sécurité sociale », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1998, nr. 2, blz. 172-205.

De tous temps, la prostitution a fait l'objet de condamnations et de persécutions. Aujourd'hui, les autorités oscillent entre tolérance passive, régime réglementariste et système répressif.

Traditionnellement, les démocraties libérales optent pour une tolérance juridique à l'égard de la prostitution en réprimant sévèrement le proxénétisme. Cette philosophie libérale du droit se base sur l'idée que « nul n'a le pouvoir de disposer du corps d'autrui sans son consentement, qu'il s'agisse d'un proxénète ou de l'État ».

Le cas de la Suède

Depuis le 1^{er} janvier 1999, la Suède a choisi de criminaliser la consommation des services sexuels, à l'instar de leur exploitation. La répression vise donc aussi les clients des prostituées, qui encourent une peine de six mois d'emprisonnement.

Cette loi contre l'achat de services sexuels a été introduite par des responsables politiques féministes qui ont défendu trois thèses :

- la prostitution est une forme de violence masculine contre les femmes;
- il est physiquement et psychologiquement dommageable de vendre du sexe;
- il n'y a aucune femme qui se prostitue volontairement.

Le droit des femmes à leur autodétermination et les effets néfastes que l'interdiction de la prostitution pose aux femmes qui font commerce de services sexuels, n'ont par contre pas fait l'objet d'un débat.

Cette approche de la prostitution existe en Occident depuis les années 1970 et émane des féministes dites « radicales ». Avant le cas de la Suède, elle n'avait jamais été appliquée au niveau d'un État.

Par ailleurs, jusqu'à la législation suédoise, les seuls États qui avaient tenté d'éradiquer la prostitution étaient des États totalitaires ou religieux. Il s'agissait notamment de l'Union soviétique, de la Chine maoïste et du Cambodge des Khmers rouges. De nos jours, ce sont l'Iran et la Corée du Nord qui se distinguent particulièrement dans la répression de la prostitution. En effet, le régime des Mollahs a opté pour la lapidation des personnes prostituées et celui de Kim Jong II pour leur déportation au goulag.

En Suède, les fervents défenseurs de la loi contre l'achat de services sexuels prétendent qu'elle a réduit significativement la prostitution et la traite des êtres humains à des fins sexuelles, qu'elle a eu un effet

Prostitution is altijd het voorwerp geweest van veroordeling en vervolging. Vandaag aarzelen de autoriteiten tussen passieve tolerantie, een regulerend stelsel en een repressief stelsel.

Traditioneel kiezen de liberale democratieën voor een juridische tolerantie ten opzichte van prostitutie, maar beteugelen ze streng het souteneurschap. Deze liberale opvatting van het recht steunt op de idee dat niemand het recht heeft te beschikken over het lichaam van de andere zonder diens instemming, ongeacht of het om een pooier gaat of om de Staat.

Het geval Zweden

Sedert 1 januari 1999 heeft Zweden ervoor gekozen het gebruik van seksuele diensten strafbaar te maken, zoals reeds het geval was voor de uitbuiting ervan. Ook de klanten van de prostituees staan dus bloot aan repressie: ze kunnen een gevangenisstraf van zes maanden oplopen.

Deze wet tegen het kopen van seksuele diensten werd ingediend door feministische beleidsverantwoordelijken, die drie stellingen hebben verdedigd :

- prostitutie is een vorm van mannelijk geweld ten opzichte van vrouwen;
- het is fysiek en psychisch schadelijk om seks te verkopen;
- geen enkele vrouw prostitueert zich vrijwillig.

Over het recht van de vrouwen op zelfbeschikking en de nadelige gevolgen van het verbod op prostitutie voor de vrouwen die handel drijven in seksuele diensten, is niet gedebatteerd.

Deze opvattingen over prostitutie bestaan in de westerse wereld sedert de jaren 1970 en gaan uit van de zogenaamde « radicale » feministen. Vóór de maatregel in Zweden, was die aanpak nog nooit toegepast door een Staat.

Tot de totstandkoming van de Zweedse wetgeving hadden overigens alleen totalitaire of religieuze Staten geprobeerd prostitutie uit te roeien, meer bepaald de Sovjet-Unie, het maoïstische China en het Cambodja van de Rode Khmer. Thans zijn het vooral Iran en Noord-Korea die prostitutie trachten te beteugelen. Het regime van de mollahs heeft immers geopteerd voor de steniging van prostituees en dat van Kim Jong II voor hun deportatie naar de goelag.

In Zweden beweren de fervente verdedigers van de wet tegen het kopen van seksuele diensten dat ze de prostitutie en de mensenhandel voor seksuele doeleinden aanzienlijk heeft verminderd, dat ze een

dissuasif sur le client et qu'elle a changé les attitudes sociales envers la prostitution, sans avoir de conséquences négatives.

Mais d'après le « Centre des savoirs sur la prostitution » de Malmö et la « Fédération suédoise pour les personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres », l'interdiction ne dissuade en fait pas les clients car ceux-ci achètent des services sexuels à l'étranger (1).

Selon le *Sex Worker Education and Advocacy Taskforce* (SWEAT), un nouveau phénomène est également apparu, celui de la migration des prostituées suédoises vers d'autres pays de l'Union européenne et qui sont remplacées par des jeunes femmes d'Europe de l'Est, souvent en séjour irrégulier et parfois mineures.

L'ONUSIDA a également exprimé sa grande préoccupation quant à la situation en Suède. En effet, l'Organisation a eu connaissance de plusieurs cas où des mesures de prévention du VIH ont été supprimées à cause et en référence à l'interdiction.

Outre la sécurité physique, c'est également la sécurité financière des prostituées qui est diminuée. Les clients se faisant plus rares, les prostituées doivent dès lors fixer leurs tarifs au rabais, ce qui entraîne une sévère dégradation de leurs conditions de vie.

Bien qu'il existe des personnes qui soutiennent la thèse que l'interdiction a réduit la prostitution et la traite des êtres humains, les rapports et les documents scientifiques, *a contrario* des thèses idéologiques, ne confirment pas ce succès. Au contraire, toutes les sources sont unanimes pour dire que si la prostitution est devenue beaucoup moins visible, cela ne veut pas dire pour autant qu'elle n'existe plus ou qu'elle a diminué. Elle s'est simplement modifiée et a migré vers des interfaces clandestines dans les quartiers défavorisés, sur Internet ou encore dans les salons de massage; ce qui entraîne encore plus de dérives et de situations de détresse.

Une fois de plus, l'histoire démontre donc que loin de l'éliminer, l'interdiction générale de toute forme de prostitution ne fait que la replonger dans la clandestinité et en multiplier les dérives.

Pourtant, malgré les critiques, le modèle suédois a fait des émules. Dix ans après la Suède, l'Islande, l'Écosse ainsi que la Norvège ont adopté des législations similaires.

Tout récemment, le « Centre officiel d'aide aux prostituées » d'Oslo, le *Pro Sentret*, a publié un rapport

(1) La loi suédoise contre l'achat d'acte sexuel : Succès affirmé et effets documentés, Atelier international : Décriminalisation de la prostitution et au-delà : les expériences pratiques et Défis. La Haye, 3 et 4 mars 2011.

ontradend effect heeft gehad op de klant en dat ze de sociale houding ten opzichte van prostitutie heeft veranderd, zonder negatieve gevolgen.

Volgens het Kenniscentrum over prostitutie van Malmö en de Zweedse federatie voor lesbiennes, homo's, biseksuelen en transseksuelen heeft het verbod eigenlijk geen ontradend effect op de klanten, want ze kopen nu seksuele diensten in het buitenland (1).

Volgens de *Sex Worker Education and Advocacy Taskforce* (SWEAT), is ook een nieuw fenomeen opgedoken, namelijk de migratie van de Zweedse prostituees naar andere landen van de Europese Unie, en hun vervanging door jonge vrouwen uit Oost-Europa, die dikwijls illegaal zijn en soms ook minderjarig.

Ook UNAIDS heeft haar grote bezorgdheid geuit over de situatie in Zweden. De Organisatie heeft immers weet van verschillende gevallen waarbij maatregelen om HIV te voorkomen, geschrapt werden als gevolg van het verbod.

Naast de fysieke veiligheid neemt ook de financiële zekerheid van de prostituees af. Aangezien er minder klanten komen, moeten de prostituees hun prijzen verlagen, waardoor hun levensomstandigheden danig achteruitgaan.

Hoewel sommigen de stelling verdedigen dat het verbod de prostitutie en de mensenhandel heeft doen afnemen, bevestigen de rapporten en de wetenschappelijke documenten dit succes niet, in tegenstelling tot de ideologische stellingen. Integendeel, alle bronnen zeggen unaniem dat hoewel de prostitutie veel minder zichtbaar geworden is, dit nog niet betekent dat ze niet meer bestaat of dat ze afgenomen is. Ze is gewoon veranderd en is uitgeweken naar clandestiene plaatsen in de achtergestelde wijken, naar het internet of massagesalons, wat nog meer uitwassen en nood-situaties als gevolg heeft.

Eens te meer toont de geschiedenis dus aan dat een algemeen verbod op elke vorm van prostitutie dit fenomeen helemaal niet doet verdwijnen, maar het opnieuw in de clandestiniteit doet verdwijnen en de uitwassen ervan doet toenemen.

Ondanks de kritiek heeft het Zweedse model navolging gekregen. Tien jaar na Zweden hebben IJsland, Schotland en Noorwegen soortgelijke wetgevingen goedgekeurd.

Heel onlangs nog heeft het Officieel centrum voor hulp aan prostituees van Oslo, *Pro Sentret*, een rapport

(1) *The Swedish Sex Purchase Act: Claimed Success and Documented Effects, Internationale workshop: Decriminalizing Prostitution and Beyond: Practical Experiences and Challenges.* Den Haag, 3 en 4 maart 2011.

intitulé «*Les liaisons dangereuses*», qui souligne notamment une détérioration de la situation des prostituées dans la capitale norvégienne. Selon ce centre, la loi norvégienne aurait pour effet de favoriser la violence des clients car la prostitution se déplace (tout comme en Suède) vers la clandestinité.

L'association «*Médecins du Monde*» fait le même constat: «Les projets de loi visant à pénaliser les clients ne font que renforcer l'isolement des personnes se prostituant, les rendant encore moins visibles et donc plus vulnérables aux violences et aux pratiques à risques.» (1)

La situation en Belgique

Dans notre pays, on estime que le nombre de personnes qui se prostituent oscille entre quinze et vingt mille, dont 80 % seraient des femmes et 15 % des transsexuels. Ces chiffres correspondraient donc, dans la tranche d'âge vingt à cinquante ans, à environ une femme active sur cent (2). Mais il est difficile d'avoir des données précises sur l'ampleur réelle du phénomène.

Durant ses travaux, la sous-commission «*Traite des êtres humains et prostitution*» du Sénat avait tenté, sur la base d'audition de plusieurs bourgmestres et d'autres acteurs concernés, de dresser un état des lieux de la prostitution dans quelques grandes villes. Mais ces données ponctuelles ne constituaient qu'un instantané de la prostitution et ne reflétaient pas nécessairement la dynamique entière de ce phénomène (3).

Actuellement, les activités de prostitution se concentrent principalement à Bruxelles, Anvers, Liège, et Charleroi. On les retrouve aussi près de la frontière franco-belge dans des villes comme Tournai.

À Bruxelles, la prostitution visible se manifeste à plusieurs endroits. À proximité de la rue d'Aerschot, où l'on dénombre une cinquantaine de vitrines et où deux cents à trois cents prostituées travaillent par tranche de vingt-quatre heures. Il y a aussi, une centaine de «carrés» (appartements) à Saint-Josse et à Schaerbeek, où plus de cent cinquante prostituées travaillent aussi par tranche de vingt-quatre heures. Il s'agit majoritairement de femmes d'origine belge ou africaine.

La prostitution visible à Bruxelles se manifeste aussi sous forme de prostitution de rue, comme c'est le cas à proximité de l'avenue Louise, de l'Alhambra et de la place Fontainas. Il s'agit essentiellement de

gepubliceerd met als titel «*Les liaisons dangereuses*», dat met name wijst op een verslechtering van de situatie van de prostituees in de Noorse hoofdstad. Volgens dat centrum zou de Noorse wet het geweld bij de klanten in de hand werken, want de prostitutie verplaatst zich (net als in Zweden) naar de clandestiniteit.

De vereniging «*Médecins du Monde*» maakt dezelfde vaststelling: «*Les projets de loi visant à pénaliser les clients ne font que renforcer l'isolement des personnes se prostituant, les rendant encore moins visibles et donc plus vulnérables aux violences et aux pratiques à risques.*» (1)

De situatie in België

Men schat dat het aantal personen dat zich in ons land prostitueert schommelt tussen vijftien en twintigduizend, 80 % daarvan zijn vrouwen en 15 % transseksuelen. In de leeftijdsklasse van twintig tot vijftig jaar, komt dat dus neer op ongeveer één actieve vrouw op honderd (2). Het is echter moeilijk nauwkeurige gegevens te verkrijgen over de omvang van het verschijnsel.

De subcommissie «*Mensenhandel en prostitutie*» van de Senaat had gedurende haar werkzaamheden op grond van de hoorzitting met verscheidene burgemeesters en andere betrokkenen geprobeerd een stand van zaken op te maken van de prostitutie in enkele grote steden. Die her en der verzamelde gegevens leverden echter slechts een momentopname op van de prostitutie en weerspiegelden niet noodzakelijk de hele dynamiek van dat verschijnsel (3).

De prostitutie-activiteiten zijn momenteel vooral in Brussel, Antwerpen, Luik en Charleroi geconcentreerd. Men vindt ze ook in de buurt van de Frans-Belgische grens in steden als Doornik.

In Brussel duikt de zichtbare prostitutie op verscheidene plaatsen op. In de buurt van de Aarschotstraat, waar men een vijftigtal ramen telt en waar tweehonderd à driehonderd prostituees in *shifts* van vierentwintig uur werken. Er zijn ook een honderdtal «kamers» (flats) in Sint-Joost en in Schaerbeek, waar meer dan honderdvijftig prostituees werken, eveneens in *shifts* van vierentwintig uur. De meerderheid zijn vrouwen van Belgische of Afrikaanse afkomst.

De zichtbare prostitutie neemt in Brussel ook de vorm aan van straatprostitutie, zoals dat het geval is in de buurt van de Louizalaan, het Alhambra en het Fontainasplein. Het gaat hoofdzakelijk om prostituees

(1) Médecins du Monde, le meilleur système de santé?, 2012.

(2) Estimation Tampep, 2009.

(3) Doc. Sénat 2-152/1 — 1999/2000.

(1) Médecins du Monde, le meilleur système de santé?, 2012.

(2) Raming Tampep, 2009.

(3) Stuk Senaat 2-152/1 — 1999/2000.

prostituées d'origine belge, africaine et est-européenne ainsi que de travestis sud-américains. On estime qu'ils sont entre vingt et cent cinquante au total qui pratiquent par tranche de vingt-quatre heures.

En ce qui concerne la prostitution cachée qui se déroule dans des saunas, des salons de massage et des appartements, on évalue le nombre de personnes qui la pratiquent entre deux cents et cinq cents. Par prostitution cachée, on entend aussi la prostitution des escortes, la prostitution dans des cabarets et des clubs, ainsi que la prostitution des stripteaseuses (1).

D'après une enquête commanditée par la Commission communautaire de la Région de Bruxelles-Capitale en 2008, la population totale des hommes prostitués à Bruxelles est estimée entre mille et mille cinq cents personnes, dont cinq cents se prostitueraient en rue et dans les bars (2).

Corinne Wilmot est inspecteur principal à la section « Traite des êtres humains » de la police locale de Charleroi. Son équipe est en permanence en contact avec les prostituées du coin. La policière estime qu'elles sont au total environ deux cent cinquante à faire le trottoir.

Si le chiffre est impressionnant, il faut toutefois le nuancer. Il n'y a en effet jamais autant de prostituées en même temps dans les rues de Charleroi. En moyenne, la police constate l'arrivée de trois nouvelles prostituées chaque mois à Charleroi. Et il s'agit, en général, de femmes de plus en plus jeunes ces derniers temps.

Les profils de ces femmes sont aussi nombreux que les prostituées elles-mêmes. Chacune d'entre elles possède en effet son histoire et son parcours personnel. Seule constante : le besoin d'argent. Certaines vendent leurs charmes pour se procurer de la drogue. D'autres le font pour payer le loyer, l'école, habiller les enfants ou remplir le frigo.

À Charleroi, d'après Corinne Wilmot, inspecteur principal à la section « Traite des êtres humains » de la police locale, on compterait plus au moins deux cent cinquante prostituées. L'essentiel de la prostitution est concentré dans trois rues principales appelées le « Triangle », dans le quartier de la Ville basse.

D'après une étude de la sociologue et criminologue Marjon Van San (3), à Anvers, on compterait

(1) Audition de Mme Karin Carlens, premier substitut près le parquet de Bruxelles, Rapport de du groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) *Prostitution : Bruxelles en Image. Outils de réflexion pour une politique intégrale de la prostitution*, Seinpost adviesbureau BV-Erasmus Hogeschool Brussel en collaboration avec la Katholieke Universiteit Leuven, Arnhem, 2008.

(3) Marjon Van San « Les apparences sont souvent trompeuses ... »

van Belgische, Afrikaanse en Oost-Europese herkomst, alsook om Zuid-Amerikaanse travestieten. Men raamt dat het in totaal gaat om twintig tot honderdvijftig personen, die in *shifts* van vierentwintig uur werken.

Het aantal personen dat actief is in de verborgen prostitutie in sauna's, massagesalons en flats wordt op tweehonderd tot vijfhonderd geraamd. Onder verborgen prostitutie wordt ook de prostitutie van escortes verstaan, prostitutie in nachtclubs en clubs, alsook prostitutie door stripteaseuses (1).

Volgens een onderzoek in opdracht van de Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2008, wordt de totale populatie van zich prostituerende mannen in Brussel geraamd op duizend tot duizendvijfhonderd, waarvan er zich vijfhonderd op straat en in bars prostitueren (2).

Corinne Wilmot is hoofdinspecteur bij de sectie « mensenhandel » van de lokale politie van Charleroi. Haar team staat voortdurend in contact met de prostituees uit de buurt. De politiebeambte meent dat er in totaal ongeveer tweehonderdvijftig personen zich op straat prostitueren.

Dat is een indrukwekkend aantal, maar men moet het nuanceren. Er zijn immers nooit zoveel prostituees tegelijk in de straten van Charleroi. Gemiddeld stelt de politie vast dat er elke maand drie nieuwe prostituees in Charleroi aankomen. De jongste tijd gaat het meestal om steeds jongere vrouwen.

De profielen van die vrouwen zijn even talrijk als de prostituees zelf. Elk van hen heeft immers haar eigen verhaal en haar persoonlijk traject. De enige constante is de geldnood. Sommigen verkopen hun charmes om drugs te kopen. Anderen doen het om de huur, de school te betalen, de kinderen te kleden of de koelkast te vullen.

In Charleroi zijn er volgens Corinne Wilmot, hoofdinspecteur van de sectie « Mensenhandel » van de lokale politie ten minste tweehonderdvijftig prostituees. De prostitutie concentreert zich hoofdzakelijk in drie straten die de « Triangle », worden genoemd en zich in de wijk van de Ville basse bevinden.

In Antwerpen telt men volgens een onderzoek van sociologe en criminologe Marjon Van San (3)

(1) Hoorzitting met mevrouw Karin Carlens, eerste substituu bij het parket van Brussel, Verslag van de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat, stuk Senaat, nr. 41631/1 — 2009/2010.

(2) *Prostitutie Brussel in Beeld. Bouwstenen voor een Integraal Prostitutiebeleid*, Seinpost adviesbureau BV-Erasmus Hogeschool Brussel met de medewerking van de Katholieke Universiteit Leuven, Arnhem, 2008.

(3) Marjon Van San, « Schone schijn bedriegt ... ».

1 716 personnes prostituées : 919 femmes et 797 hommes. Ces derniers travaillent le plus souvent dans des conditions misérables dans la zone du parc communal. Les chiffres de cette enquête sont des minima. Ils concernent des femmes et des hommes « joignables » et on peut certainement en ajouter des centaines qui ne le sont pas.

La prostitution est donc bien présente sur notre territoire même s'il n'existe toujours aucune loi pour l'encadrer.

Malgré la mise en œuvre de solutions au niveau local, beaucoup de grandes villes et de communes confrontées au quotidien à la problématique de la prostitution, estiment qu'il faut mener au niveau fédéral une politique plus cohérente, uniforme et efficace en la matière.

De l'évolution et l'état des lieux de la loi belge

Jusqu'à la moitié du XX^e siècle, la Belgique vivait sous un régime réglementariste. En 1836, le législateur avait en effet confié la réglementation de la prostitution aux collèges des bourgmestres et échevins. Chaque commune était, par conséquent, libre d'arrêter ses propres règlements en la matière.

La loi du 21 août 1948 sur l'abolition de la prostitution réglementée a mis fin à cette situation en abrogeant la réglementation précédente et en optant pour une dérégulation totale de la prostitution.

Empreints de moralisme, les travaux parlementaires de l'époque précisent que la prostitution est :

« un fléau social (...) qui provient surtout des causes sociales : la misère, l'insuffisance des salaires féminins, l'alcoolisme, les taudis, les tares héréditaires, les causes multiples de démoralisation (1) et que « La femme déchue est souvent la victime innocente d'une odieuse défaillance de la morale, elle est plus souvent une victime qu'une coupable. » (2)

Le 2 décembre 1949, à l'instar de cinquante-trois autres pays, la Belgique a adhéré à la Convention des Nations-unies pour « la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'au-

(1) Proposition de loi n° 249, amendements présentés par le gouvernement, notes explicatives, *Doc. parl.*, session 1946-1947, séance du 29 octobre 1946.

(2) Rapport n° 386 de la commission de la Santé publique et de la Famille du Sénat chargée d'examiner le projet de loi supprimant la réglementation officielle de la prostitution, *Doc. parl.*, Sénat, session 1947-1948, séance du 17 juin 1948.

1 716 personen die zich prostitueren : 919 vrouwen en 797 mannen. Die laatsten werken het vaakst in ellendige omstandigheden in de omgeving van het stadspark. De cijfers in dat onderzoek zijn minima. Het gaat om vrouwen en mannen die « bereikbaar » zijn en men mag er ongetwijfeld enkele honderden aan toevoegen die dat niet zijn.

De prostitutie is dus goed en wel op ons grondgebied aanwezig, ook al bestaat er nog steeds geen wet die ze reglementeert.

Hoewel er op het lokale niveau oplossingen bestaan, oordelen heel wat grote steden en gemeenten die dagelijks met de problematiek van de prostitutie geconfronteerd worden dat er op het federale niveau ter zake een coherenter, eenvormiger en efficiënter beleid moet worden gevoerd.

De ontwikkeling en de stand van zaken van de Belgische wet

Tot de helft van de 20^e eeuw was prostitutie in België gereglementeerd. In 1836 had de wetgever de Colleges van burgemeesters en schepenen immers opgedragen de prostitutie te reglementeren. Elke gemeente was bijgevolg vrij om haar eigen reglement ter zake vast te leggen.

De wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van prostitutie maakte een einde aan die toestand door de vroegere reglementering op te heffen en voor de volledige deregulering van de prostitutie te kiezen.

De parlementaire voorbereiding was toen doordrongen van moralisme en stelt over prostitutie het volgende :

« een maatschappelijke geesel (...) Haar sociale oorzaken zijn : armoede, ontoereikende loonen der vrouwen, alcoholisme, de krotwoningen, erfelijke belasting, en meer dergelijke bronnen van zedenbederf » (1) alsook « Een gevallen vrouw is vaak het onschuldige slachtoffer van een verfoeilijke zedenverwildering; vaker is zij een slachtoffer dan een schuldige. » (2)

Op 2 december 1949 is België, zoals drieënvijftig andere landen, toegetreden tot het VN-Verdrag, « tot bestrijding van de handel in mensen en de exploitatie van prostitutie ». Dat verdrag zal worden geratificeerd

(1) Wetsvoorstel nr. 249, amendementen van de regering, toelichtingen, *Parl. st.*, zitting 1946-1947, vergadering van 29 oktober 1946.

(2) Verslag nr. 386 van de Senaatscommissie van Volksgezondheid en van het Gezin die belast was met de behandeling van het wetsvoorstel tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie, Stuk Senaat, zitting 1947-1948, vergadering van 17 juni 1948.

trui ». Cette convention sera ratifiée par la loi belge du 6 mai 1965. La Belgique confirme ainsi sa position abolitionniste.

Concrètement, depuis la loi de 1948, la personne prostituée est considérée comme une victime et la prostitution, sans être souhaitable, n'est pas pour autant illicite. En revanche, l'exploitation dont elle fait l'objet, est interdite.

En effet, les articles 379 et suivants du Code pénal belge ne répriment pas en tant que telle la prostitution, mais une série de comportements qui entourent cette activité. Il s'agit notamment du racolage actif, du proxénétisme et de la publicité pour des offres de services à caractère sexuel.

En son article 380, § 1^{er}, le Code pénal punit ceux qui contribuent à la débauche et à la prostitution, c'est-à-dire :

— celui qui a embauché, entraîné, détourné ou retenu en vue de la débauche et de la prostitution, même de son consentement, une personne majeure;

— celui qui tient une maison de débauche et de prostitution;

— celui qui vend, loue ou met à disposition aux fins de la prostitution des chambres ou des locaux en réalisant un profit anormal;

— celui qui exploite la débauche ou la prostitution d'autrui.

La loi sanctionne donc le proxénétisme d'une façon globale mais punit le proxénète à des peines plus sévères lorsqu'il fait usage de moyens de contrainte ou lorsque des mineurs de moins de seize ans sont impliqués.

En son article 380*bis*, le Code pénal punit le racolage actif, c'est-à-dire : celui qui dans un lieu public aura par paroles, gestes ou signes provoqué une personne à la débauche. La peine sera élevée au double si le délit a été commis envers un mineur.

En son article 380*ter*, le Code pénal punit la publicité pour des offres de services à caractère sexuel, c'est-à-dire : celui qui aura, par un moyen quelconque de publicité, même en dissimulant la nature de son offre ou de sa demande sous des artifices de langage, fait connaître qu'il se livre à la prostitution, qu'il facilite la prostitution d'autrui ou qu'il désire entrer en relation avec une personne se livrant à la débauche.

bij de Belgische wet van 6 mei 1965. Op die manier bevestigt België zijn abolitionistisch standpunt.

Concreet wordt de persoon die zich prostitueert sinds de wet van 1948 als een slachtoffer beschouwd en is prostitutie hoewel niet wenselijk, toch niet verboden. De exploitatie ervan is daarentegen wel verboden.

De artikels 379 en volgende van het Belgisch Strafwetboek bestraffen prostitutie op zich immers niet, maar wel een reeks gedragingen rond die activiteit. Het gaat onder andere over het actief tippelen, souteneurschap en reclame voor dienstverlening van seksuele aard.

Het Strafwetboek straft in zijn artikel 380, § 1, zij die bijdragen tot ontucht en prostitutie, dat wil zeggen :

— hij die een meerderjarige zelfs met zijn toestemming, aanwerft, meeneemt, wegbrengt of bij zich houdt met het oog op het plegen van ontucht of prostitutie;

— hij die een huis van ontucht of prostitutie houdt;

— hij die kamers of enige andere ruimte verkoopt, verhuurt of ter beschikking stelt met het oog op prostitutie met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren;

— hij die, op welke manier ook, eens anders ontucht of prostitutie exploiteert.

De wet bestraft dus souteneurschap op globale wijze, maar straft de pooier met strengere straffen wanneer hij dwangmiddelen gebruikt of wanneer er minderjarigen jonger dan zestien jaar bij betrokken zijn.

In zijn artikel 380*bis* bestraft het Strafwetboek het actieve ronselen, dat wil zeggen : hij die in een openbare plaats door woorden, gebaren of tekens iemand tot ontucht aanzet. De straf wordt verdubbeld als het misdrijf tegenover een minderjarige wordt gepleegd.

In zijn artikel 380*ter* bestraft het Strafwetboek reclame voor een aanbod van diensten van seksuele aard, dat wil zeggen : hij die door enig reclamemiddel, zelfs indien hij de aard van zijn aanbod of zijn vraag verheelt onder bedekte bewoordingen, kenbaar maakt dat hij zich aan prostitutie overgeeft, de prostitutie van anderen vergemakkelijkt of wenst in betrekking te komen met iemand die zich aan ontucht overgeeft.

Le client majeur de la prostitution ne risque rien en Belgique, l'achat de services sexuels ne constituant pas une infraction. Cependant, le Code pénal sanctionne toute relation sexuelle avec un jeune de moins de seize ans, même si ce dernier est consentant.

Ce bref rappel des dispositions pénales montre combien la Belgique mène une politique de tolérance à l'égard de la prostitution. En effet, les autorités policières et judiciaires belges se concentrent davantage sur la traite des êtres humains et ne travaillent plus à faire appliquer le Code pénal criminalisant les proxénètes.

Si la réalisation d'un profit anormal est interdite, on constate que les communes taxent ces infrastructures sans se poser de questions sur la notion de «profit anormal». S'il est interdit de faire de la publicité pour la prostitution, on remarque que de nombreux journaux contiennent des petites annonces de prestataires de services sexuels sans qu'aucune poursuite ne soit intentée à leur encontre.

On observe donc, dans les faits, un certain laxisme des autorités judiciaires et administratives qui souvent n'interviennent que lorsque la prostitution provoque des nuisances ou qu'elle se double d'activités criminelles. C'est cette ambiguïté qui ouvre la voie à toutes sortes de dérives.

En ne pénalisant pratiquement plus que la prostitution relevant de la traite des êtres humains et en ayant comme seul objectif la lutte contre la prostitution forcée, la Belgique reconnaît implicitement l'existence d'une prostitution libre et tend même à la réglementer par le biais de l'autorité communale (1).

(1) La ville de Charleroi a adopté un règlement communal limitant les plages horaires et la localisation de la prostitution. La ville d'Anvers a interdit la prostitution de rue et hôtelière sur l'ensemble de son territoire en mettant en place une offre de prostitution en vitrine, la Villa Tinto, encadrée par la police et des associations, sur une zone délimitée. Les communes de Schaerbeek et Saint-Josse ont adopté en septembre 2011 un règlement de police et un règlement urbanistique visant à reconnaître les lieux actuels comme des lieux de prostitution. Enfin, la ville de Liège son projet d'Eros Center et la ville de Bruxelles vient d'adopter un règlement pour interdire la prostitution de rue dans le quartier Alhambra.

De meerderjarige prostitutiecliënt heeft in België niets te vrezen, aangezien het kopen van seksuele diensten geen vergrijp is. Het Strafwetboek bestraft evenwel elke seksuele betrekking met een minderjarige jonger dan zestien jaar, ook al stemt die laatste daarmee in.

Uit dit korte overzicht van de strafrechtelijke bepalingen blijkt welk een tolerant beleid België inzake prostitutie voert. De politionele en gerechtelijke overheden van België leggen zich veeleer toe op de mensenhandel en maken geen werk meer van de handhaving van de strafbaarstelling in het Strafwetboek van pooiers.

Het verwerven van abnormaal profijt is verboden, maar men stelt vast dat de gemeenten de waarde van de infrastructuur vaststellen zonder zich vragen te stellen over het begrip «abnormaal profijt». Het is verboden reclame te maken voor prostitutie, maar men merkt op dat vele dagbladen zoekertjes bevatten van seksuele dienstverleners, zonder dat deze laatsten worden vervolgd.

In feite neemt men dus enige laksheid van de gerechtelijke en bestuurlijke overheden waar. Vaak treden zij slechts op wanneer prostitutie overlast veroorzaakt of met criminele activiteiten gepaard gaat. Die dubbelzinnigheid opent de poort voor allerlei ontsparingen.

Door nagenoeg alleen nog de prostitutie die onder de mensenhandel valt te bestraffen en door alleen nog oog te hebben voor de bestrijding van prostitutie onder dwang, erkent België impliciet het bestaan van vrije prostitutie en probeert het die zelfs te reglementeren via de gemeentelijke overheid (1).

(1) De stad Charleroi heeft een gemeentelijk reglement goedgekeurd dat de uren en plaatsen van prostitutie beperkt. De stad Antwerpen heeft prostitutie op straat en in hotels verboden op haar volledige grondgebied door een aanbod van raamprostitutie in te voeren, Villa Tinto, dat door politie en verenigingen wordt begeleid op een afgebakende zone. De gemeenten Schaarbeek en Sint-Joost hebben in september 2011 een politiereglement en een stedenbouwkundig reglement goedgekeurd met de bedoeling de huidige plaatsen te erkennen als prostitutieplaatsen. Tot slot heeft de stad Luik haar project «Eros Center» en heeft de stad Brussel recent een reglement goedgekeurd dat straatprostitutie in de Alhambrawijk verbiedt.

Cette reconnaissance nous amène, dès lors, à nous demander s'il ne serait pas préférable de créer un cadre légal permettant de distinguer clairement les personnes désireuses d'exercer librement des prestations de services sexuels et les personnes qui sont victimes de la prostitution.

Il est aujourd'hui généralement admis au sein des États membres de l'Union européenne (UE) que des femmes peuvent travailler volontairement comme prostituées (1). Ces femmes ne sont pas toutes des victimes. Certaines se prostituent sans proxénète et pratiquent cette activité pour des raisons qui les regardent.

Par ailleurs, dans la résolution du Parlement européen du 5 avril 2011 sur les priorités et la définition d'un nouveau cadre politique de l'UE en matière de lutte contre la violence à l'encontre des femmes (2010/2209(INI)), le Parlement « (...) reconnaît le grave problème que constitue, au sein de l'Union européenne, la prostitution, notamment la prostitution infantile et demande que des études plus approfondies soient menées concernant le lien existant entre le cadre juridique en place dans un État membre donné et la forme et la gravité du phénomène de prostitution dans ce même État; attire l'attention sur l'évolution préoccupante du phénomène de la traite des êtres humains, trafic qui s'effectue à la fois de pays tiers vers l'Union ou sur le territoire même de l'Union et vise en particulier les femmes et les enfants; engage les États membres à prendre des mesures strictes en vue de lutter contre cette pratique illégale ».

Pourtant, la politique de tolérance menée par la Belgique ces dernières années n'a fait qu'abandonner les personnes prostituées aux règles du milieu, les conduisant à une évidente marginalisation et renforçant leur vulnérabilité sociale.

En Allemagne et aux Pays-Bas où la prostitution est réglementée, les personnes prostituées sont reconnues pour le service qu'elles rendent à la société. Leur concentration dans des salons permet de leur assurer une plus grande protection policière contre les proxénètes et une meilleure hygiène de vie par la prévention et la détection des maladies sexuellement transmissibles (2).

L'amélioration du statut juridique et social des personnes prostituées était pourtant déjà l'un des objectifs du gouvernement Verhofstadt II. En effet, l'accord du gouvernement de juillet 2003 reprenait, dans le chapitre intitulé « Débat sur les questions éthiques », un point relatif à la prostitution et stipulait

(1) Résolution du Parlement européen sur la traite des êtres humains, JO C32 du 5 février 1996, p. 88.

(2) P. Vielle, S. Gilson, « Reconnaître la prostitution; le droit social au service d'une éthique féministe et progressiste », 30 p. in *Pour ou contre la légalisation de la prostitution ?*, Bruxelles, La pensée et les hommes, 2003.

Die erkenning brengt ons dan ook bij de vraag of het niet beter is een wettelijk kader tot stand te brengen waardoor een duidelijk onderscheid kan worden gemaakt tussen personen die vrijwillig seksuele diensten willen verlenen en personen die prostitutieslachtoffer zijn.

Vandaag wordt in de lidstaten van de Europese Unie (EU) algemeen aanvaard dat vrouwen vrijwillig als prostituee kunnen werken (1). Die vrouwen zijn niet allemaal slachtoffers. Sommigen prostitueren zich zonder pooier en waarom zij dat doen gaat niemand aan.

Tevens erkent het Europees Parlement in zijn resolutie van 5 april 2011 over de prioriteiten en het ontwerp van een nieuw beleidskader van de EU voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen (2010/2209 (INI)) « (...) het ernstige probleem van prostitutie in de Europese Unie, met inbegrip van kinderprostitutie, en verzoekt om nader onderzoek naar het verband tussen het wettelijk kader en de vorm en omvang van prostitutie in de verschillende lidstaten; vestigt de aandacht op de zorgwekkende stijging van de mensenhandel naar en in de EU, waarbij het vooral gaat om vrouwen en kinderen, en dringt er bij de lidstaten op aan krachtig op te treden ter bestrijding van deze illegale praktijk ».

Het tolerante beleid dat door België werd gevoerd heeft echter de prostituees overgeleverd aan de regels van het milieu, waardoor ze vanzelfsprekend gemarginaliseerd werden en hun maatschappelijke kwetsbaarheid toenam.

In Duitsland en in Nederland, waar de prostitutie gereguleerd is, worden de prostituees erkend voor de dienst die ze de samenleving bewijzen. Door ze in salons te concentreren, kan de politie ze beter beschermen tegen de pooiers en leven ze gezonder door de preventie en de screening op seksueel overdraagbare aandoeningen (2).

Het verbeteren van het juridisch en sociaal statuut van de prostituees was nochtans een van de doelstellingen van de regering Verhofstadt II. In het regeerakkoord van juli 2003 stond immers in het hoofdstuk « Een open benadering van diepmenselijke vraagstukken », een zin over de prostitutie, die luidde:

(1) Resolutie van het Europees Parlement over de mensenhandel, *Publicatieblad* C32 van 4 februari 1996, blz. 88.

(2) P. Vielle, S. Gilson, « Reconnaître la prostitution; le droit social au service d'une éthique féministe et progressiste », 30 blz. in *Pour ou contre la légalisation de la prostitution ?*, Brussel, La pensée et les hommes, 2003.

qu' : « Il sera mis fin à l'insécurité sociale et juridique des personnes prostituées (1). » Or actuellement, ces personnes ne disposent toujours d'aucun statut social et ne bénéficient d'aucune protection du droit du travail.

Au-delà de l'absence de statut social et de protection du droit du travail, la stigmatisation des personnes prostituées a de lourdes conséquences en termes d'accès aux soins.

En effet, d'après une récente étude réalisée par les universités de Gand et d'Anvers sur l'usage des drogues chez les travailleurs du sexe (2), on constate que les personnes prostituées disposent d'un moindre accès aux soins de santé réguliers. Or, d'après cette étude, le stress psychologique inhérent à la prostitution en tant que métier est susceptible d'entraîner une augmentation de la consommation de drogue.

En effet, la prévalence de la consommation de narcotiques en général, et de drogues illégales spécifiquement, parmi les prostituées en Belgique, est supérieure à celle observée dans la population. Il apparaît que 30 % des prostituées interrogées dans cette étude sont dépendantes à un ou plusieurs produits et que seule la moitié d'entre elles a un jour recherché de l'aide concernant cette addiction.

Ce faible taux de sollicitation de l'aide s'explique par plusieurs raisons. De manière générale, il est fréquent que les prostituées ne parlent pas une de nos langues nationales, qu'elles ne connaissent pas l'offre de soins, qu'elles ne soient pas suffisamment informées et/ou qu'elles ne soient pas administrativement en ordre de papier. Mais c'est surtout la crainte du rejet ou de l'incompréhension des dispensateurs d'aide qui est la principale raison. La stigmatisation sociale dont elles font l'objet les conduit donc pour la plupart au repli social.

Diminuer la stigmatisation augmenterait par conséquent la chance d'atteindre les personnes qui prestent des services sexuels et de procéder à des mesures de réduction des risques.

La présente proposition de loi a donc également pour objectif de lutter contre la marginalisation sociale des prestataires de services sexuels par la clarification de leur situation professionnelle, afin qu'ils aient des droits et des devoirs comme tout autre travailleur sans pour autant créer un statut qui en ferait une promotion non souhaitable.

(1) Déclaration gouvernementale et accord de gouvernement juillet 2003 : « Une Belgique créative et solidaire. Du souffle pour le pays ».

(2) *Prostitution et drogue : une étude quantitative et qualitative concernant l'usage de drogues chez les travailleurs du sexe en Belgique*, Université de Gand et d'Anvers.

« Aan de sociale en juridische onzekerheid van de prostituees zal een einde worden gemaakt. » (1) Maar vandaag hebben die mensen nog steeds geen sociaal statuut en genieten ze geen bescherming van het arbeidsrecht.

Er is niet alleen het uitblijven van een sociaal statuut en van bescherming door het arbeidsrecht. Het stigma dat op prostituees rust, heeft zware gevolgen voor de toegang tot de zorg.

Na een recent onderzoek van de universiteiten van Gent en Antwerpen over het druggebruik bij sekswerkers (2) stelt men immers vast dat prostituees minder toegang hebben tot regelmatige gezondheidszorg, terwijl dat onderzoek stelt dat de psychologische stress die eigen is aan de prostitutie als beroep een hoger druggebruik teweeg kan brengen.

De prevalentie van het gebruik van narcotica in het algemeen en specifiek van illegale drugs bij de prostituees in België is hoger dan wat men bij de rest van de bevolking waarneemt. 30 % van de prostituees die in dat onderzoek ondervraagd werden, blijken verslaafd te zijn aan een of meer producten en slechts de helft daarvan heeft ooit hulp gezocht voor die verslaving.

Er zijn verscheidene verklaringen voor het feit dat men zo weinig hulp zoekt. Algemeen gebeurt het vaak dat de prostituees geen van onze nationale talen spreken, dat ze het zorgaanbod niet kennen, dat ze onvoldoende geïnformeerd zijn en/of dat ze administratief niet in orde zijn met hun papieren. De hoofdreden is echter de vrees te worden afgewezen of niet te worden begrepen door de hulpverleners. Door het maatschappelijk stigma dat ze dragen, belanden de meesten dus in een sociaal isolement.

Het stigma verkleinen, kan bijgevolg de kans verhogen dat men de personen die seksuele diensten verlenen bereikt en dat men maatregelen toepast die de risico's verminderen.

Dit wetsvoorstel heeft dus ook als doel de maatschappelijke marginalisering van de seksuele dienstverleners te bestrijden door hun beroepssituatie uit te klaren, opdat ze rechten en plichten hebben zoals elke andere werknemer, zonder daarom een statuut in het leven te roepen die tot een ongewenste statusverhoging van leidt.

(1) Regeringsverklaring en regeerakkoord van juli 2003 : « Een creatief en solidair België. Zuurstof voor het land ».

(2) *Middelengebruik onder sekswerkers in België. Een kwantitatieve en kwalitatieve studie in vijf sectoren van de seksindustrie*, Universiteit Gent en Universiteit Antwerpen.

Du statut juridique et social du prestataire de services sexuels

Les auteurs de la présente proposition ont opté pour le statut d'indépendant car il est le seul qui puisse offrir aux prestataires de services sexuels la protection juridique et sociale dont ils ont besoin sans outrepasser l'interdiction générale de l'exploitation économique de la prostitution proclamée par la Convention du 2 décembre 1949.

En effet, l'établissement d'un contrat de travail impliquerait un lien de subordination du travailleur vis-à-vis de son employeur, or l'embauche de personnes à des fins de prostitution est et doit rester explicitement interdit.

En 2001, à l'occasion de l'Arrêt Jany (affaire concernant des ressortissantes polonaises et tchèques voulant s'installer comme prostituées à Amsterdam), la Cour de Justice des Communautés européennes s'est prononcée sur la prostitution.

La Cour a défini la prostitution comme étant « une activité par laquelle le prestataire satisfait, à titre onéreux, une demande du bénéficiaire sans produire ou céder de biens matériels (1). » Elle a conclu que « l'activité de prostitution exercée en tant qu'indépendant peut être considérée comme étant un service fourni contre rémunération et relève, par conséquent, de la notion d'activités économiques (2). »

La Cour précise cependant que « la prostitution relève des activités économiques exercées en tant qu'indépendant (...), dès lors qu'il est établi qu'elle est exercée par le prestataire du service : hors de tout lien de subordination en ce qui concerne le choix de cette activité, les conditions de travail et de rémunération, sous sa propre responsabilité, contre une rémunération qui lui est intégralement et directement versée (3). »

Au cours des années, et à la suite des nombreux litiges ultérieurs qu'elle a dû traiter, la Cour a maintenu sa jurisprudence. Sa position équivaut à soutenir les régimes réglementaristes et a un impact indéniable sur le débat concernant la prostitution. La présente proposition s'inscrit totalement dans la vision défendue par la Cour.

Selon l'arrêté royal du 27 juin 1967 concernant l'organisation du statut social des indépendants, il y a lieu de répondre à un critère sociologique et à un critère fiscal pour exercer ce statut en tant que tel.

(1) Arrêt de la Cour du 20 novembre 2001, C-268/99, point 48.

(2) *Idem*, point 50.

(3) *Idem*, point 71.

Het juridisch en sociaal statuut van de seksuele dienstverlener

De indieners van dit voorstel hebben voor het statuut van zelfstandige geopteerd, omdat dat het enige is dat de seksuele dienstverleners de juridische en sociale bescherming biedt die ze nodig hebben, zonder het algemene verbod op de economische exploitatie van de prostitutie, dat werd afgekondigd door het Verdrag van 2 december 1949, te overtreden.

Het opstellen van een arbeidsovereenkomst impliceert immers een gezagsverhouding tussen de werknemer en zijn werkgever, terwijl het aanwerven van mensen met het oog op prostitutie uitdrukkelijk verboden is en verboden moet blijven.

In 2001 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen zich naar aanleiding van het arrest Jany (zaak betreffende Poolse en Tsjechische onderdanen die zich als prostituees in Amsterdam wilden vestigen) over prostitutie uitgesproken.

Het Hof definieerde prostitutie als « een activiteit waarbij onder bezwarende titel een dienst wordt verricht ten behoeve van de ontvanger, zonder dat materiële goederen worden geproduceerd of overgedragen (1). » Het Hof besloot dat de door een zelfstandige beoefende prostitutie kan worden beschouwd als een dienstverlening tegen vergoeding, die bijgevolg onder het begrip economische activiteiten valt (2).

Het Hof preciseert evenwel dat « prostitutie onder de (...) economische activiteiten anders dan in loondienst valt, wanneer vaststaat dat zij door de dienstverrichter wordt beoefend : zonder enige gezagsverhouding met betrekking tot de keuze van deze activiteit, de arbeidsomstandigheden en de beloning, onder zijn eigen verantwoordelijkheid, tegen een beloning die volledig en rechtstreeks aan hem wordt betaald (3). »

Het Hof heeft in de loop der jaren en in de vele geschillen die het daarna heeft moeten behandelen, zijn rechtspraak gehandhaafd. Zijn standpunt sluit aan bij de reglementerende aanpak en heeft een niet te ontkennen invloed op het debat over prostitutie. Dit voorstel sluit volledig aan bij de visie die het Hof verdedigt.

Volgens het koninklijk besluit van 27 juni 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen moet men om dat statuut als dusdanig uit te oefenen, aan een sociologisch en een fiscaal criterium beantwoorden.

(1) Arrest van het Hof van 20 november 2001, C-268/99, punt 48.

(2) *Idem*, punt 50.

(3) *Idem*, punt 71.

Le premier critère est satisfait quand la personne n'est pas liée à un contrat de travail ni à un statut lors de l'exercice de son activité et quand l'activité est exercée normalement (1).

Concernant le critère fiscal, dès 1979, la Cour du travail d'Anvers a pris la décision (1^{er} juin 1979) suivante: la simple offre de ses charmes contre rémunération n'est pas interdite par la loi et ne constitue donc pas une activité professionnelle illicite. Une activité comparable doit par conséquent être considérée comme étant de la même branche d'activité, ce qui conduit à l'obligation d'assurance dans le cadre de l'arrête royal n° 38 du 27 juin 1967.

Le statut d'indépendant permettra donc aux prestataires de s'affilier à une caisse d'assurance sociale (moyennant paiement d'une cotisation sociale) ainsi qu'à une mutualité ou, le cas échéant, à l'Office régional de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité.

Le travailleur indépendant pourra dès lors, ainsi que les personnes à sa charge, bénéficier de tous les avantages sociaux, notamment en matière d'assurance maladie (incapacité de travail, invalidité, ...) de pension, d'allocations familiales, d'assurance maternité, de primes de naissance, etc.

Le travailleur indépendant doit néanmoins s'inscrire auprès de la banque-carrefour des entreprises avant de pouvoir effectuer cette double affiliation. À cette occasion, il doit prouver des connaissances de gestion de base (article 4, alinéa 1^{er}, de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante).

La loi prévoit cependant que « le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis du Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises, décider que la disposition de l'alinéa premier n'est pas applicable à l'exercice des activités professionnelles qu'Il détermine (2). »

Afin d'inciter le plus grand nombre de prestataires de services sexuels à rejoindre le nouveau cadre légal, les auteurs souhaiteraient que le Roi décide que la preuve des connaissances de gestion de base ne soit pas nécessairement requise pour l'exercice de la profession. Les auteurs prévoient donc, dans cette optique, que le Conseil national pour la lutte contre l'exploitation sexuelle se charge de coordonner l'aide aux prestataires de services sexuels dans la gestion de

(1) *Prostitution : Bruxelles en image, Outils de réflexion pour une politique intégrale de la prostitution*, Seinpost Adviesbureau BV-Erasmus. Hogeschool Brussel en collaboration avec l'Université catholique de Louvain, p. 44.

(2) Article 4 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante.

Aan het eerste criterium is voldaan wanneer de persoon bij het beoefenen van zijn activiteit noch aan een arbeidsovereenkomst, noch aan een statuut gebonden is en wanneer de activiteit normaal wordt beoefend (1).

Wat het fiscaal criterium betreft, heeft het Arbeidshof van Antwerpen reeds in 1979 (1 juni 1979) de volgende beslissing genomen: het loutere aanbieden van zijn charmes tegen een vergoeding is bij de wet niet verboden en is dus geen verboden beroepsactiviteit. Een dergelijke activiteit moet dus worden beschouwd als een beroepsactiviteit die een verzekeringsplicht in het raam van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juni 1967 met zich brengt.

Het zelfstandigenstatuut zal de dienstverleners dus de mogelijkheid geven zich bij een sociaal verzekeringsfonds aan te sluiten (door het betalen van een sociale bijdrage) alsook bij een ziekenfonds, of, in voorkomend geval, bij de Gewestelijke Dienst van de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Op die manier kunnen de zelfstandige en alle personen die hij ten laste heeft alle sociale voordelen genieten, meer bepaald inzake ziekteverzekering (arbeidsongeschiktheid, invaliditeit, ...), pensioen, kinderbijlagen, moederschapsverzekering, geboortepremies, enz.

De zelfstandige moet zich niettemin inschrijven bij de kruispuntbank van ondernemingen voor hij die dubbele aansluiting tot een goed einde kan brengen. Daartoe moet hij blijk geven van basiskennis van het bedrijfsbeheer (artikel 4, eerste lid, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap).

De wet bepaalt evenwel het volgende: « De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Hoge Raad voor de zelfstandigen en de kleine en middelgrote ondernemingen, bepalen dat de bepaling van het eerste lid niet van toepassing is op de uitoefening van de beroepsactiviteiten die Hij aanwijst (2). »

Om zoveel mogelijk seksuele dienstverleners ertoe aan te zetten zich bij de nieuwe wettelijke regeling aan te sluiten, willen de indieners dat de Koning bepaalt dat de blijk van basiskennis van het bedrijfsbeheer geen voorwaarde wordt voor de uitoefening van het beroep. De indieners voorzien er dus in dat de Nationale Raad ter bestrijding van seksuele uitbuiting de taak opneemt om de hulp aan de seksuele dienstverleners in het beheer van hun boekhouding en bij de

(1) *Prostitutie Brussel in Beeld. Bouwstenen voor een Integraal Prostitutiebeleid*, Seinpost adviesbureau BV-Erasmus Hogeschool Brussel met de medewerking van de Katholieke Universiteit Leuven, blz. 44.

(2) Artikel 4 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

leur comptabilité et dans les démarches administratives liées à leur statut d'indépendant.

La présente proposition prévoit également que les personnes enregistrées comme « prestataire de service sexuel indépendant » ne soient pas réputées exercer une activité commerciale au sens strict de l'article 4 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964.

L'inscription au Registre du commerce ou de l'artisanat constituerait une violation de leur droit à la vie privée dans la mesure où ces registres sont accessibles au public. Il n'est, en effet, pas souhaitable que tout un chacun puisse prendre connaissance de l'identité et de l'adresse privée des prestataires de services sexuels.

Sur le plan fiscal, le service public fédéral (SPF) Finances sera chargé, dans le cadre des dispositions légales et réglementaires existantes, de prendre les initiatives appropriées pour mettre en œuvre un cadre fiscal qui tienne compte des spécificités de cette activité, tant en matière d'impôt des personnes physiques (IPP), qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Des habilitations des « salons de prestation de services sexuels »

Outre les droits et devoirs des prestataires de services sexuels prévus par la présente proposition, il semble également important d'encadrer l'exercice de ces prestations.

La présente proposition a donc également pour objectif de réglementer les lieux, les heures et les modalités d'exercice de la prostitution, et d'ainsi lutter contre les nuisances liées à celle-ci.

En effet, il y a des espaces où la présence de la prostitution n'est pas souhaitable, par exemple dans les zones d'habitations. C'est pourquoi, la présente proposition prévoit qu'il appartient aux autorités communales de préciser ces lieux et moments dans leur règlement communal.

Il est également prévu que les autorités communales délivrent les habilitations de « lieux de prostitution » pour les salons de prestation de services sexuels. Ainsi, les communes sont libres de décider elles-mêmes dans quelles mesures elles désirent autoriser la prostitution sur leur territoire.

Les auteurs ont choisi de déléguer ces compétences aux autorités communales, car l'ordre public, les bonnes mœurs et la tranquillité publique sont des matières traditionnellement communales mais aussi parce que dans la pratique, de nombreuses communes ont déjà arrêté des règlements communaux délimitant

administratieve verplichtingen in verband met hun zelfstandigenstatuut te coördineren.

Dit voorstel bepaalt ook dat de personen die als « zelfstandig seksueel dienstverlener » geregistreerd zijn, niet worden geacht een handelsactiviteit uit te oefenen in de enge zin van artikel 4 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964.

De inschrijving in het Handelsregister of in het Ambachtsregister zou een schending zijn van hun recht op privacy, aangezien die registers toegankelijk zijn voor het publiek. Het is immers niet wenselijk dat elkeen kennis kan nemen van de identiteit en het privé-adres van de seksuele dienstverleners.

Op fiscaal gebied krijgt de federale overheidsdienst (FOD) Financiën de opdracht om in het raam van de bestaande wet- en regelgeving de nodige initiatieven te nemen om een fiscale regeling ten uitvoer te leggen waarin rekening wordt gehouden met de specifieke kenmerken van die activiteit, zowel inzake de personenbelasting (PB) als inzake de belasting op de toegevoegde waarde (BTW).

De machtigingen van de « salons voor seksuele dienstverlening »

Dit wetsvoorstel voorziet niet alleen in de rechten en plichten van de seksuele dienstverleners, het lijkt ook belangrijk de uitoefening van die dienstverlening te reglementeren.

Dit voorstel heeft dus ook als doelstelling de plaatsen, tijdstippen en voorwaarden voor de uitoefening van prostitutie te reglementeren, en aldus de overlast ervan te bestrijden.

Er zijn immers ruimten waar prostitutie ongewenst is, bijvoorbeeld in woonzones. Daarom voorziet dit voorstel erin dat het aan de gemeentelijke overheid is om die plaatsen en tijdstippen in hun gemeentelijk reglement te bepalen.

Tevens wordt bepaald dat de gemeentelijke overheid de machtigingen van « prostitutieplaatsen » afgeeft voor de salons voor seksuele dienstverlening. Aldus zijn de gemeenten vrij om zelf te beslissen in hoeverre ze prostitutie op hun grondgebied willen toestaan.

De indieners hebben verkozen die bevoegdheden aan de gemeentelijke overheden te delegeren, aangezien de openbare orde, de goede zeden en de openbare rust traditioneel gemeentelijke bevoegdheden zijn, maar ook omdat heel wat gemeenten in de praktijk reeds gemeentelijke reglementen hebben vastgesteld

les espaces de leur territoire ou la prostitution est autorisée.

Parmi les conditions d'octroi de l'habilitation en « salons de prestation de services sexuels », les auteurs souhaitent garantir des conditions d'hygiène et de sécurité minimales ainsi qu'une absence de profit anormal (1) et de bénéfice provenant de la prestation de service sexuel pour la personne responsable du lieu.

Cette dernière condition vise à poursuivre la lutte contre l'exploitation de la prostitution. Le bénéfice perçu par le propriétaire d'un salon ne devra être qu'un revenu lié à la location de son bien, à la mise en disposition d'un local mais en aucun cas un revenu découlant directement de la prestation de services sexuels.

En effet, dans la pratique actuelle, les loyers demandés aux prestataires de services sexuels sont souvent bien trop élevés et la plupart d'entre eux n'osent pas porter plainte contre ce genre d'abus. Les prix pratiqués constituent une forme de proxénétisme déguisé, où une grande partie du bénéfice provenant de la prestation de services sexuels est cédée au propriétaire du lieu. Outre qu'il amplifie un problème social, cette pratique contribue à l'exploitation de ces personnes.

En ce qui concerne les taxes et redevances communales appliquées aux « salons de prestation de services sexuels », les auteurs souhaitent veiller à ce qu'elles restent proportionnelles aux coûts engendrés par l'encadrement de la prostitution. En effet, il est important de s'assurer que les pouvoirs locaux ne soient pas suspects de proxénétisme en taxant trop lourdement ces structures.

L'un des objectifs de la présente proposition de loi est donc aussi de garantir que, dans le milieu de la prostitution, les conditions d'exercice de cette activité soient conformes à la législation actuelle et que les prestataires de services sexuels ne soient notamment pas victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle.

En effet, l'absence de cadre légal pour la prostitution maintient cette activité dans la clandestinité et en fait un secteur très attrayant pour les trafiquants d'êtres humains.

(1) Puisque certains aménagements spécifiques peuvent être réalisés tant au niveau des conditions d'hygiène que des conditions de sécurité, par anormal il faut entendre un profit qui est supérieur au double du prix normal de location.

die de ruimten van hun grondgebied waar prostitutie wordt toegestaan, hebben afgebakend.

Als toekenningsvoorwaarden voor de machtiging van « salons voor seksuele dienstverlening » willen de indieners minimale voorwaarden inzake hygiëne en veiligheid waarborgen, alsook dat er geen abnormaal profijt (1) en geen winst afkomstig van de seksuele dienstverlening is voor de persoon die verantwoordelijk is voor de plaats.

Die laatste voorwaarde strekt om de strijd tegen de uitbuiting van de prostitutie voort te zetten. De winst die de eigenaar van een salon maakt, mag slechts een inkomen zijn uit de verhuring van zijn goed, uit het ter beschikking stellen van een lokaal, maar mag in geen geval een inkomen zijn dat rechtstreeks van de seksuele dienstverlening afkomstig is.

In de huidige praktijk zijn de huurprijzen die aan de seksuele dienstverleners worden gevraagd immers vaak al te hoog en de meesten onder hen durven geen klacht in te dienen tegen dergelijk misbruik. De prijzen zijn een vorm van vermomd souteneurschap, waarbij een groot deel van de winst uit de seksuele dienstverlening aan de eigenaar van het pand wordt afgestaan. Die praktijk vergroot niet alleen een maatschappelijk probleem, hij draagt ook bij tot de uitbuiting van die mensen.

De indieners willen erop toezien dat de belastingen en heffingen op de « salons voor seksuele dienstverlening » evenredig blijven met de kosten die de regelgeving van de prostitutie met zich brengt. Het is belangrijk dat men ervoor zorgt dat de lokale overheden niet van souteneurschap verdacht worden omdat ze die structuren te zwaar belasten.

Een van de doelstellingen van dit wetsvoorstel is dus ook te garanderen dat de voorwaarden voor het uitoefenen van de prostitutie-activiteit overeenstemmen met de huidige wetgeving en dat de seksuele dienstverleners geen slachtoffer zijn van mensenhandel met het oog op seksuele uitbuiting.

Het ontbreken van een wettelijke regeling voor prostitutie houdt die activiteit immers in het verborgene en maakt er een heel aantrekkelijke sector van voor mensenhandelaars.

(1) Aangezien er bepaalde specifieke aanpassingen kunnen worden verricht zowel op het gebied van hygiëne als op het gebied van veiligheid, dient men onder abnormaal een profijt te verstaan dat hoger is dan het dubbele van de normale huurprijzen.

Du renforcement de la lutte contre l'exploitation sexuelle

D'après les chiffres du service central Traite des êtres humains de la police fédérale, sur trois cent treize cas de traite en Belgique, en 2010, cent dix-neuf cas l'étaient à des fins d'exploitation sexuelle (1).

Bien que la part liée à l'exploitation économique augmente, une part considérable de la traite des êtres humains reste encore liée à l'exploitation à des fins sexuelles, de sorte que le lien avec le milieu de la prostitution est inévitable.

Cependant, un nombre croissant d'acteurs s'accordent pour dire que la vision traditionnelle, tant politique que pratique, de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle des femmes est obsolète. La prostitution forcée existe mais l'image stéréotypée du début des années 1990 doit être actualisée.

Jusqu'aux années 1990, l'exploitation sexuelle venait principalement d'Albanie et de Russie alors qu'aujourd'hui elle émane principalement de la Bulgarie et de la Roumanie. Les réseaux nigériens sont également toujours en activité. Ceux-ci emploient généralement des pratiques du vaudou basées sur des symboles religieux dans le but d'impressionner et de dominer les jeunes filles (2).

Les victimes proviennent donc pour la plupart de pays membres de l'UE et la contrainte économique a remplacé progressivement la contrainte physique, ce qui rend plus difficile encore l'identification de ces victimes.

De plus, les comportements ont changé: «les prostituées arrivent en couple (pour ne pas éveiller les soupçons) pour trois mois puis repartent et sont remplacées par d'autres, elles ont souvent leur papiers, sont bien habillées et ont un discours clair quant à leur parcours. Ces prostituées sont peu enclines à dénoncer les faits car elles s'estiment souvent mieux que chez elles et pensent, à tort, qu'elles n'ont plus besoin, vu l'ouverture de nos frontières, du statut particulier de victime de la traite des êtres humains.» (3)

(1) Rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, doc. Sénat, n° 5-1073/1 — 2011/2012, page 76.

(2) Audition des représentants du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, Rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, 19 janvier 2010, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(3) Audition de Mme Cathérine Collignon, premier substitut près le parquet de Liège, Rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

De strijd tegen seksuele uitbuiting opvoeren

Uit cijfers van de centrale dienst Mensenhandel van de federale politie blijkt dat van de driehonderddertien gevallen van mensenhandel in 2010, honderdnegen-tien gevallen met seksuele uitbuiting te maken hadden (1).

Hoewel het aandeel van economische uitbuiting stijgt, kan een aanzienlijk deel van de mensenhandel toch nog in verband worden gebracht met seksuele uitbuiting, waardoor de link met het prostitutiemilieu onvermijdelijk is.

Toch is een toenemend aantal actoren het erover eens dat de traditionele visie op mensenhandel die gericht is op seksuele uitbuiting van vrouwen, zowel beleidsmatig als in de praktijk, achterhaald is. Gedwongen prostitutie bestaat, maar het stereotiepe beeld van begin jaren 90 moet worden bijgewerkt.

Tot de jaren 90 kwam seksuele uitbuiting hoofdzakelijk voort uit Albanië en Rusland, maar vandaag is dat hoofdzakelijk uit Bulgarije en Roemenië. De Nigeriaanse netwerken zijn ook nog altijd actief. Die maken doorgaans gebruik van voodoo-praktijken die op religieuze symbolen berusten om jonge meisjes te overbluffen en te domineren (2).

De slachtoffers zijn dus hoofdzakelijk afkomstig uit EU-lidstaten en de lichamelijke dwang heeft geleidelijk plaats gemaakt voor economische dwang waardoor het nog moeilijker wordt om die slachtoffers te identificeren.

Bovendien is de houding veranderd: «de prostituees komen aan als deel van een stel (om geen verdenking te wekken), blijven drie maanden en vertrekken dan om door anderen te worden vervangen. Vaak zijn zij in het bezit van hun identiteitspapieren, gaan zij goed gekleed en zijn zij duidelijk wanneer zij praten over de weg die zij aflegden. Die prostituees zijn er weinig toe geneigd aangifte van de feiten te doen omdat zij enerzijds vaak vinden hier beter af te zijn dan thuis en omdat zij — onterecht — denken dat zij, wegens de opengestelde grenzen, het bijzondere statuut van slachtoffer van mensenhandel niet nodig hebben.» (3)

(1) Verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, stuk Senaat, nr. 5-1073/1 — 2011/2012, blz. 76.

(2) Hoorzitting met de vertegenwoordigers van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, Verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, 19 januari 2010, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

(3) Hoorzitting met mevrouw Cathérine Collignon, eerste substituuat bij het parket van Luik, Verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

Afin de ne pas entraver la lutte contre les véritables formes de traite des êtres humains, il importe de ne pas mêler cette lutte à la politique en matière de prostitution proprement dite. Mais il convient de se demander dans quelle mesure une réglementation en matière de prostitution peut apporter une contribution positive à la lutte anti-traite.

Une législation qui régleme les formes non-exploitantes et non contraignantes de la prostitution et qui accorde aux personnes prostituées majeures actives dans ces formes de prostitution les mêmes droits qu'aux autres citoyens permet de remplir deux objectifs.

Premièrement, on réduit la vulnérabilité à l'exploitation en améliorant le statut des personnes prostituées. Auditionné par le groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, Freddy Gazan, conseiller général adjoint au service de la Politique criminelle, confirme cette idée en déclarant que « nous savons que tout ce qui peut aider à protéger ces personnes contribue à leur *empowerment*, étape nécessaire dans leur affirmation de soi (1). »

Deuxièmement, cela permet de développer une approche plus efficace afin de trouver les véritables exploitants et trafiquants d'êtres humains au sein du milieu de la prostitution, puisqu'on fait une distinction plus nette et qu'on obtient un tableau plus clair du côté illégal du secteur. En effet, en encadrant la prostitution volontaire, on aura davantage de chance de déceler et de pénaliser les formes réelles d'exploitation. De nombreuses recommandations ont déjà été explicitement formulées dans ce sens, tant au niveau national qu'au niveau international.

Citons, par exemple, le rapport du 17^e Congrès international des pénalistes : « *in order to enable law enforcement authorities to focus their attention on trafficking in persons for the purpose of sexual exploitation, it may be considered to be an option for some countries, respecting the fundamental principles of their own culture or religion, to decriminalize forms of non-coercitive or non-abusive employment in or organisation of prostitution involving adults.* » (2)

Au cours des auditions de la sous-commission « Traite des êtres humains et prostitution » du Sénat, session 1999-2000, plusieurs intervenants ont clairement mis en corrélation l'absence d'un cadre légal de la prostitution et le fait que cette activité soit attrayante pour les trafiquants d'êtres humains. Il semblait donc nécessaire de prévoir un cadre légal pour la prostitution. Prudente, la sous-commission pourtant intitulée « Traite des êtres humains et prostitution » n'a fait

Om de strijd tegen de echte vormen van mensenhandel niet te hinderen, is het belangrijk die strijd niet te betrekken in het beleid inzake prostitutie. Maar men moet zich afvragen in welke mate een regelgeving inzake prostitutie een positieve bijdrage kan leveren in de strijd tegen de mensenhandel.

Dankzij een wetgeving die vrijwillige prostitutie regelt en die aan de meerderjarige prostituees die in die sector actief zijn dezelfde rechten toekent als aan de overige burgers, wordt er aan twee doelstellingen voldaan.

Ten eerste staan prostituees minder kwetsbaar tegen uitbuiting omdat zij een betere status krijgen. Freddy Gazan, adjunct-adviseur-generaal bij de dienst Strafrechtelijk Beleid, die gehoord werd door de werkgroep Mensenhandel van de Senaat, bevestigt die idee en deelt mee : « wij weten dat alle mogelijke acties om die personen te beschermen, bijdragen tot hun *empowerment*, een fase die noodzakelijk is voor hun zelfbevestiging (1). »

Ten tweede kan er een meer doeltreffende benadering worden ontwikkeld om de echte uitbuiters en mensenhandelaars te vinden binnen het prostitutie-milieu omdat er een duidelijker onderscheid wordt gemaakt en er een beter overzicht wordt verkregen van de illegale kant van de sector. Door de vrijwillige prostitutie te begeleiden, maakt men immers meer kans op het vinden en bestraffen van echte vormen van uitbuiting. Er zijn al heel wat duidelijke aanbevelingen geformuleerd in die zin zowel op nationaal als internationaal niveau.

Zo is er bijvoorbeeld het verslag van het 17^e Internationale Congres van Strafrechtdeskundigen : « *in order to enable law enforcement authorities to focus their attention on trafficking in persons for the purpose of sexual exploitation, it may be considered to be an option for some countries, respecting the fundamental principles of their own culture or religion, to decriminalize forms of non-coercitive or non-abusive employment in or organisation of prostitution involving adults.* » (2)

Tijdens de hoorzittingen van de subcommissie « Mensenhandel en prostitutie » van de Senaat, zitting 1999-2000, hebben heel wat sprekers duidelijk een verband gelegd tussen het ontbreken van een wettelijk kader voor prostitutie en het feit dat prostitutie aantrekkelijk is voor mensenhandelaars. Het leek dus nodig in een wettelijk kader voor prostitutie te voorzien. De subcommissie, die nochtans de naam « Mensenhandel en prostitutie » draagt, bleef voorzichtig

(1) Rapport de du groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) *International Review of Penal Law*, 2001, année 72, p. 887).

(1) Verslag van de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 2009/2010.

(2) *International Review of Penal Law*, 2001, jaargang 72, blz. 887).

aucune recommandation à ce sujet, ni même sur la prostitution de façon générale, mais a quand même marqué son accord pour examiner ce thème dans l'avenir. En 2003, cette sous-commission fut supprimée et cette thématique ne fut plus suivie de manière structurelle au sein du Parlement.

Fin 2009, la commission de l'Intérieur du Sénat a décidé de créer un groupe de travail sur la Traite des êtres humains. Depuis, deux rapports ont été rédigés contenant de nombreuses recommandations pour améliorer la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains mais rien n'a été examiné ni suggéré concernant une future réglementation de la prostitution.

Or, une réglementation en matière de prostitution pourrait aussi apporter une contribution positive à la lutte anti-traite par l'augmentation des contrôles de l'inspection du travail. En effet, notre législation interdit et réprime le travail au noir et le travail illégal. Nous avons tous les instruments nécessaires pour poursuivre ce type d'infractions dans la sphère économique ordinaire, mais ce n'est malheureusement pas le cas lorsqu'il s'agit d'activités d'ordre sexuel. La raison en est qu'en matière de prostitution, nous n'avons, pour le moment, aucune législation sur laquelle pourrait s'appuyer l'Inspection sociale du travail.

Si nous en avons une, nous pourrions appliquer aux personnes qui se livrent à cette activité les mécanismes qui régissent actuellement le droit du travail, y compris ceux relatifs aux normes et à la protection du travail. Selon le Professeur Gert Vermeulen, professeur de droit pénal à l'Université de Gand: «En refusant à une personne qui exerce volontairement le métier de prostituée le bénéfice de la protection légale applicable dans d'autres secteurs économiques, nous ne favorisons absolument pas son émancipation.» (1)

Mais les auteurs souhaitent aller encore plus loin dans la lutte contre l'exploitation sexuelle et accompagner la présente proposition de loi de mesures concrètes permettant de lutter plus efficacement contre ce phénomène.

En effet, conscients des critiques formulées à l'encontre des approches réglementaristes adoptées aux Pays-Bas, en Suisse et en Allemagne, la présente proposition de loi ne fait pas que réglementer la prostitution, elle met aussi en place un réel outil de lutte contre l'exploitation sexuelle.

(1) Audition du professeur Gert Vermeulen, professeur de droit pénal à l'Université de Gand, Rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, doc. Sénat, n° 5-1073/1 — 2011/2012, page 35.

en deed geen enkele aanbeveling, zelfs niet over prostitutie in het algemeen, maar verklaarde zich toch akkoord om dit onderwerp in de toekomst te bespreken. In 2003 werd die subcommissie opgeheven en dit onderwerp werd niet meer structureel gevolgd binnen het Parlement.

Eind 2009 besloot de commissie voor de Binnenlandse Zaken van de Senaat een werkgroep Mensenhandel op te richten. Sindsdien werden er twee verslagen opgesteld waarin heel wat aanbevelingen staan om de strijd tegen mensenhandel en mensen-smokkel op te voeren, maar er werd niks besproken of gesuggereerd inzake een toekomstige regelgeving voor prostitutie.

Een regelgeving inzake prostitutie zou ook een positieve bijdrage kunnen leveren in de strijd tegen mensenhandel indien er meer controles van de arbeidsinspectie zouden zijn. Onze wetgeving verbiedt en bestraft immers zwart werk en illegaal werk. Wij beschikken over alle nodige middelen om dit soort overtredingen in de gewone economie te vervolgen maar dat is helaas niet het geval wanneer het om activiteiten van seksuele aard gaat. De reden is dat er momenteel inzake prostitutie geen enkele wetgeving bestaat waarop de Arbeidsinspectie kan terugvallen.

Indien er een wetgeving hierover zou bestaan, dan zouden de mechanismen uit de huidige arbeidswetgeving, ook inzake arbeidsnormen en arbeidsbescherming, van toepassing kunnen zijn op personen die deze activiteit uitoefenen. Professor Gert Vermeulen, professor strafrecht aan de Universiteit van Gent, stelt het volgende: «Het is ongelofelijk on-emanipatorisch om iemand die vrijwillig een dergelijk beroep uitoefent niet de rechtsbescherming te laten genieten die geldt in andere economische sectoren.» (1)

Maar de indieners willen nog verder gaan in de strijd tegen seksuele uitbuiting en voegen bij dit wetsvoorstel concrete maatregelen waardoor dit verschijnsel doeltreffender kan worden bestreden.

De kritiek op de gereguleerde aanpak van Nederland, Zwitserland en Duitsland is gekend en daarom regelt dit wetsvoorstel niet alleen prostitutie, maar reikt het een reëel middel aan om de strijd tegen seksuele uitbuiting aan te gaan.

(1) Hoorzitting met professor Gert Vermeulen, professor strafrecht aan de Universiteit Gent, Verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, stuk Senaat, nr. 5-1073/1 — 2011/2012, blz. 35.

Du Conseil national de la lutte contre l'exploitation sexuelle et du registre des prestataires de services sexuels

La Belgique a opté pour une approche multidisciplinaire de la lutte contre la traite des êtres humains, de manière à impliquer divers acteurs.

De ce cadre on a créé en 1995 la «Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains», chargée d'assurer une fonction de coordination des initiatives, d'évaluer de façon critique les résultats de la lutte et, le cas échéant, de collaborer à la formulation de propositions et de recommandations en ce qui concerne la politique liée aux deux phénomènes.

Mais il semblerait que cette Cellule ne fonctionne pas de manière suffisamment dynamique. Ainsi, par exemple, sous une autre législature, on a vu la Cellule pratiquement désertée par les responsables politiques. En leur absence, le service de la Politique criminelle, qui préside la cellule, parlait dans le vide (1).

En outre, cette Cellule est chargée de tous les phénomènes de traite et de trafic et non spécifiquement de l'exploitation sexuelle.

Enfin, auditionné en juin 2011 par le groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, le ministre de la Justice, Stefaan De Clerck, a également admis que le rôle de la Cellule départementale et de ses groupes de travail devait être réactualisé et a précisé que ce travail était en préparation (2).

Par ailleurs, on constate qu'il n'existe pas de système uniforme de récolte et d'enregistrement des données relatives à la Traite des êtres humains, ni de base de données commune entre les différents services impliqués, qui disposent chacun de leur propre base de données.

Une tentative de mise en commun avait été faite par la création en 2004 du «Centre d'information et d'analyse en matière de trafic et de traite des êtres humains (CIATTEH), mais son fonctionnement a été confronté à plusieurs problèmes, notamment au fait que le CIATTEH devait effectuer des analyses stratégiques à partir de données anonymes provenant d'une multitude de dossiers répartis entre plusieurs services publics. Compte tenu des problèmes rencontrés, le comité de gestion du CIATTEH est arrivé à la conclusion qu'il était impossible, sur la base de l'arrêté royal existant, de procéder à une collecte correcte de

(1) Audition de M. Freddy Gazan, conseiller général adjoint au service de la Politique criminelle, rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Rapport du groupe de travail «Traite des êtres humains» du Sénat, doc. Sénat, n° 5-1073/1 — 2011/2012, p. 8.

De Nationale Raad ter bestrijding van seksuele uitbuiting en het register van seksuele dienstverleners

België heeft voor een multidisciplinaire aanpak in de strijd tegen mensenhandel gekozen zodat verschillende actoren worden ingezet.

In dit kader werd in 1995 de «Interdepartementale Coördinatiecel voor de strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel» opgericht, die de opdracht heeft de coördinatie van de initiatieven te waarborgen, de resultaten van de bestrijding kritisch te evalueren, en indien nodig, mee te werken aan het formuleren van voorstellen en aanbevelingen inzake het beleid ter bestrijding van mensensmokkel en mensenhandel.

Maar blijkbaar functioneert deze Cel niet dynamisch genoeg. Zo zagen we bijvoorbeeld tijdens een andere regeerperiode op een welbepaald ogenblik dat in de cel vrijwel geen politici aanwezig waren. In hun afwezigheid predikte de dienst Strafrechtelijk Beleid, die de cel voorziet, in de woestijn (1).

Bovendien is deze Cel belast met alle fenomenen van mensensmokkel en mensenhandel en niet specifiek met seksuele uitbuiting.

Voormalig minister van Justitie Stefaan De Clerck, die in juni 2011 werd gehoord door de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, heeft eveneens toegegeven dat de rol van de Interdepartementale Cel en haar werkgroepen opnieuw zou moeten worden bekeken en heeft laten weten dat dit werd voorbereid (2).

Bovendien stelt men vast dat er geen uniform systeem bestaat om de gegevens met betrekking tot mensenhandel te verzamelen en te registreren en ook geen gemeenschappelijke databank tussen de verschillende betrokken diensten, die elk hun eigen databank hebben.

Hiertoe werd in 2004 een poging ondernomen met de oprichting van het «Informatie- en Analysecentrum mensensmokkel en mensenhandel» (IAMM), maar de werking ervan had te kampen met verschillende problemen, met name het feit dat het IAMM strategische analyses moest verrichten op grond van anonieme gegevens uit een groot aantal dossiers verspreid over verschillende overheidsdiensten. Gelet op de ondervonden problemen kwam het beheerscomité van het IAMM tot de vaststelling dat het op basis van het bestaande koninklijk besluit onmogelijk is om tot een juiste gegevensvergaring te komen, een

(1) Hoorzitting met de heer Freddy Gazan, adjunct-adviseur-generaal bij de dienst Strafrechtelijk Beleid, verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Verslag van de werkgroep «Mensenhandel» van de Senaat, stuk Senaat, nr. 5-1073/1 — 2011/2012, blz. 8.

données, ni d'effectuer une analyse stratégique ou de proposer un aperçu de la situation.

Le seul moyen d'atteindre les objectifs consisterait à autoriser légalement le CIATTEH à utiliser des données à caractère personnel au lieu de données anonymes et de prévoir un budget permettant de disposer des moyens nécessaires en matériel et en personnel (1).

Ces carences ont déjà été soulignées et une volonté politique de les corriger s'est affirmée à plusieurs reprises. Encore tout récemment, cette intention était affirmé dans le plan d'action « La lutte contre la traite et le trafic des êtres humains en Belgique » (2).

Mais le CIATTEH et la « Cellule interdépartementale de coordination de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains » sont tous deux des instruments de lutte contre le trafic et la traite des êtres humains sous tous leurs aspects alors que celle-ci peut avoir diverses finalités. Elle peut être à des fins d'exploitation sexuelle, des fins d'exploitation économique, des fins de pédopornographie, des fins de commission forcée de crimes et délits, des fins d'exploitation de la mendicité et des fins de commerce d'organe.

Les auteurs pensent donc que ce champ d'action est beaucoup trop large et qu'il faudrait développer un outil spécifique d'encadrement de la prostitution et de lutte contre l'exploitation sexuelle.

Afin de pallier ces carences, et de développer une approche multidisciplinaire spécifique à la lutte contre l'exploitation sexuelle, les auteurs souhaitent qu'il soit créé un « Conseil national de la lutte contre l'exploitation sexuelle ». Cette plateforme réunirait tous les acteurs concernés par l'application de la présente loi et permettrait d'avoir une approche intégrée et intégrale du phénomène de la prostitution et de ses dérivés.

Concernant l'approche intégrée, le Conseil réunira, entre autres : le magistrat de contact « Exploitation sexuelle » désigné par le Collège des procureurs généraux, les représentants du service central « Traite des êtres humains » de la police fédérale, les représentants de la Commission permanente de la police locale et les représentants du Service d'information et de recherche sociale (SIRS).

(1) Exposé de M. Stefaan De Clerck, ancien ministre de la Justice, rapport du groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Plan d'action « La lutte contre la traite et le trafic des êtres humains en Belgique », p. 32-37.

strategische analyse uit te voeren of enig beeld van de situatie te beschrijven.

De enige mogelijkheid om de doelstellingen te bereiken, zou erin bestaan om het IAMM wettelijk toe te staan om gebruik te maken van persoonsgegevens in plaats van anonieme gegevens en te voorzien in een budget waardoor het kan beschikken over de noodzakelijke middelen op het gebied van materiaal en personeel (1).

Deze tekortkomingen werden reeds benadrukt en men heeft meermaals de politieke wil geuit om ze te verhelpen. Onlangs nog werd dit voornemen bevestigd in het « Actieplan voor de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel in België » (2).

Het IAMM en de « Interdepartementale Coördinatiefcel voor de strijd tegen mensensmokkel en mensenhandel » zijn allebei instrumenten ter bestrijding van mensensmokkel en mensenhandel in al hun aspecten terwijl deze diverse doelstellingen kan hebben. Het kan hierbij gaan om seksuele uitbuiting, economische uitbuiting, kinderporno, gedwongen misdaden en wanbedrijven, uitbuiting van bedelarij en orgaanhandel.

De indieners menen bijgevolg dat dit toepassingsgebied veel te ruim is en dat men een specifiek instrument zou moeten ontwikkelen dat als kader kan fungeren voor prostitutie en de strijd tegen seksuele uitbuiting.

Om iets aan deze tekortkomingen te doen en een multidisciplinaire benadering uit te werken specifiek voor de strijd tegen seksuele uitbuiting, wensen de indieners dat er een « Nationale Raad ter bestrijding van seksuele uitbuiting » wordt opgericht. Dit platform zou alle actoren die betrokken zijn bij de toepassing van deze wet samenbrengen en zou een geïntegreerde en integrale benadering van prostitutie en de uitwassen ervan mogelijk maken.

Wat de geïntegreerde aanpak betreft, zal de Raad onder andere de volgende actoren samenbrengen : de contactmagistraat « Seksuele uitbuiting » die door het College van procureurs-generaal is aangewezen, vertegenwoordigers van de centrale dienst « Mensenhandel » van de federale politie, vertegenwoordigers van de Vaste commissie van de lokale politie en vertegenwoordigers van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst (SIOD).

(1) Uiteenzetting door de heer Stefaan De Clerck, voormalig minister van Justitie, verslag van de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Actieplan « De strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel in België », blz. 32-37.

Le Conseil réunira également les autorités qui connaissent sur leur territoire d'importants développements en matière de prostitution, ainsi que les représentants des communautés et des régions, celles-ci ayant des compétences spécifiques en matière de santé, de prévention et de sensibilisation, et de suivi des victimes.

Concernant l'approche intégrale, elle se composera d'un volet préventif, d'un volet administratif, d'un volet policier et d'un volet judiciaire afin de lutter transversalement et globalement contre l'exploitation sexuelle.

Actuellement, la gestion de la prostitution est sectorisée à tous les niveaux de pouvoir. En outre, les différents acteurs recherchent des solutions aux problèmes liés à la qualité de vie, au soin, au bien-être et à la criminalité à partir de différentes perspectives, mais ils ne disposent pas de plateforme leur permettant de coordonner leurs actions. Or ce n'est que sur base ponctuelle que l'on peut établir de véritables liens transversaux. L'absence d'une approche globale atténuée — voir réduit à néant — l'efficacité des mesures prises individuellement (1).

Globalement, quelques cinq cents policiers participent à la lutte contre la traite des êtres humains. Au niveau de la police fédérale, la Cellule « Traite des êtres humains » dispose d'un cadre de trente-cinq personnes, pour la plupart spécialisées par rapport à une région du monde. Au niveau de la police locale, il existe dans chaque arrondissement une équipe permanente spécialisée dans la traite des êtres humains, dont les effectifs sont proportionnels à l'importance du phénomène dans l'arrondissement en question. L'information est diffusée par l'intermédiaire des banques de données des carrefours d'information d'arrondissement (CIA).

Selon l'ancien chef de la police judiciaire fédérale de Bruxelles: « 90 % des enquêtes en matière d'exploitation sexuelle sont ouvertes sur la base d'informations dont le service dispose. Il est rare que l'ouverture d'une enquête fasse suite à une apostille réclamant une enquête sur la base de constatations de faits d'exploitation sexuelle. Ces informations sont rassemblées non seulement lors des enquêtes menées par le service mais aussi lors des recherches qu'il effectue régulièrement à l'aide de sa capacité propre. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre des enquêtes proactives, qui font l'objet d'accords avec le Parquet pour déterminer ce que le service peut faire ou non. » (2)

(1) *Prostitution : Bruxelles en image, Outils de réflexion pour une politique intégrale de la prostitution*, Seinpost Adviesbureau BV-Erasmus. Hogeschool Brussel en collaboration avec le Katholieke Universiteit Leuven, p. 58.

(2) Audition de M. Patrick Bourgeois, ancien chef de service, PJF de Bruxelles, rapport du groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

De Raad zal ook de overheden samenbrengen die op hun grondgebied een aanzienlijke prostitutieontwikkeling kennen alsook vertegenwoordigers van de gemeenschappen en de gewesten, aangezien die over specifieke bevoegdheden beschikken inzake gezondheid, preventie, bewustmaking en follow-up van de slachtoffers.

Wat de integrale benadering betreft, zal die bestaan uit een preventief gedeelte, een administratief gedeelte, een politiegedeelte en een gerechtelijk gedeelte teneinde seksuele uitbuiting transversaal en globaal te bestrijden.

Momenteel is het beheer van prostitutie verdeeld over alle bevoegdheidsniveaus. Bovendien zoeken de verschillende actoren oplossingen voor de problemen met betrekking tot levenskwaliteit, zorg, welzijn en criminaliteit vanuit verschillende invalshoeken, maar beschikken ze niet over een platform die het mogelijk maakt hun acties te coördineren. Men kan echter enkel op ad-hocbasis echte dwarsverbanden creëren. Het ontbreken van een globale aanpak verzwakt de doeltreffendheid van de individueel genomen maatregelen of doet ze zelfs teniet (1).

Globaal werken een vijfhonderdtal politiemensen aan de bestrijding van mensenhandel. Binnen de federale politie beschikt de cel « Mensenhandel » over vijfendertig personen, waarvan de meesten gespecialiseerd zijn in een bepaalde regio in de wereld. Op het niveau van de lokale politie is er in elk arrondissement een vast team mensenhandel waarvan de grootte afhangt van de omvang van het fenomeen. De informatie wordt verspreid via de arrondissementele gegevensbanken (AIK's).

De voormalige chef van de federale gerechtelijke politie van Brussel stelt het volgende: « 90 % van de onderzoeken « seksuele uitbuiting » worden opgestart op grond van eigen informatie. Het komt zelden voor dat een onderzoek wordt gevoerd op basis van een kantschrift dat een onderzoek vordert op grond van vaststellingen van seksuele uitbuiting. Deze eigen informatie wordt vergaard door, naast de onderzoeken die de dienst voert, met eigen capaciteit regelmatig op zoek te gaan naar deze informatie. Dit gebeurt in het kader van de proactieve onderzoeken waarover afspraken zijn gemaakt met het parket over wat de dienst mag of niet mag doen. (2) »

(1) *Prostitutie Brussel in Beeld. Bouwstenen voor een Integraal Prostitutiebeleid*, Seinpost adviesbureau BV-Erasmus Hogeschool Brussel met de medewerking van de Katholieke Universiteit Leuven, blz. 58.

(2) Hoorzitting met de heer Patrick Bourgeois, voormalig diensthoofd, FGP Brussel, verslag van de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

Dans son rapport intermédiaire du 17 avril 2001, la « Commission du suivi en matière de criminalité organisée » a formulé à l'unanimité la recommandation suivante : « Les procureurs des grandes villes proposent de procéder à l'enregistrement systématique de tou(te)s les prostitué(e)s, ce qui peut apparaître comme souhaitable. Cet enregistrement faciliterait le contrôle de la police et favoriserait le nécessaire accompagnement psycho-social de cette catégorie de personnes extrêmement vulnérables. » (1)

Depuis 2004, pour répondre partiellement à cette recommandation, les policiers peuvent enregistrer, dans un rapport d'information, les personnes prostituées qu'ils contrôlent sous le libellé « prostituée » et peuvent aussi y identifier les bars et salons contrôlés, sous le libellé « lieu de débauche ». Mais il s'agit uniquement des personnes contrôlées.

La présente proposition vise à l'enregistrement systématique auprès du Conseil, de toutes les personnes désireuses d'entreprendre une activité comme prestataire de services sexuels.

Cet enregistrement permettra aux policiers et magistrats de disposer d'un fichier des prestataires déclarés afin de réaliser des contrôles ciblés.

Par ailleurs, au moment de l'enregistrement d'un nouveau prestataire, une attention particulière pourra être portée sur le caractère totalement volontaire de cette inscription et à la présence ou non d'un réseau de prostitution.

Le magistrat de contact « Exploitation sexuelle » et le service central de la Traite des êtres humains de la Police fédérale pourront vérifier que le prestataire inscrit n'ait pas été victime de la traite dans un autre pays. Ils pourront également essayer de savoir avec qui cette personne a passé la frontière ou vérifier qu'elle est bien enregistrée comme indépendante dans son pays. Au moindre soupçon de traite, le magistrat de contact « Exploitation sexuelle » et le service central de la Traite des êtres humains de la police fédérale pourront informer les policiers locaux et le magistrat de référence de l'arrondissement concerné.

Des informations sur le lieu de résidence du prestataire de service sexuel pourront également être transmises aux policiers locaux et au magistrat de référence de l'arrondissement concerné, afin de vérifier qu'il n'y a pas d'abus quant aux profits que pourrait tirer une tierce personne sur le logement de la personne prostituée.

(1) Doc. Sénat, n° 2-425/1 — 2000/2001.

In haar tussentijds verslag van 17 april 2001 beveelt de « Opvolgingscommissie inzake de georganiseerde-criminaliteit » unaniem het volgende aan : « De procureurs van de grote steden stellen voor een systematische registratie van alle prostituees door te sturen, hetgeen wellicht wenselijk voorkomt. Dit zal de politionele controle vergemakkelijken en de nodige psychosociale begeleiding van deze uitermate kwetsbare groep bevorderen » (1).

Om gedeeltelijk aan deze aanbeveling tegemoet te komen, kan de politie sinds 2004 de gecontroleerde betrokkenen in een informatierapport registreren als « prostituee » en de gecontroleerde bars en salons in kaart brengen als « ontuchthuizen ». Maar het gaat enkel om de gecontroleerde personen.

Dit voorstel heeft als doel alle personen die een activiteit als seksuele dienstverlener wensen uit te oefenen systematisch bij de Raad te registreren.

Door deze registratie kunnen magistraten en politie beschikken over een bestand van aangegeven dienstverleners teneinde gerichte controles uit te voeren.

Bovendien kan men op het moment van de registratie van een nieuwe dienstverlener in het bijzonder aandacht schenken aan het volledig vrijwillige karakter van deze inschrijving en aan het al dan niet voorhanden zijn van een prostitutienetwerk.

De contactmagistraat « Seksuele uitbuiting » en de centrale dienst « Mensenhandel » van de federale politie zullen kunnen nagaan of de ingeschreven dienstverlener geen slachtoffer is geweest van mensenhandel in een ander land. Ze kunnen tevens proberen te weten te komen met wie deze persoon de grens is overgestoken of nagaan of ze wel degelijk is geregistreerd als zelfstandige in haar land. Bij het minste vermoeden van mensenhandel zullen de contactmagistraat « Seksuele uitbuiting » en de centrale dienst « Mensenhandel » van de federale politie de lokale politieagenten en de referentiemagistraat van het arrondissement in kwestie kunnen inlichten.

Er kan eveneens informatie over de verblijfplaats van de seksuele dienstverlener worden doorgegeven aan de lokale politie en de referentiemagistraat van het arrondissement in kwestie, teneinde na te gaan of er geen sprake is van misbruik wat het profijt betreft dat een derde persoon zou kunnen halen uit de huisvesting van een prostituee.

(1) Stuk Senaat, nr. 2-425/1 — 2000/2001.

À côté d'un renforcement du travail policier et judiciaire dans la lutte contre l'exploitation sexuelle aussi la présente proposition de loi permettra d'augmenter aussi les contrôles administratifs sur le secteur.

Auditionné par le groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, M. Bontinck du service central Traite des êtres humains a souligné que: « Certains magistrats ont déjà fait savoir que leurs moyens et leurs effectifs, tout comme ceux des services d'inspection, de contrôle et de police, ne sont pas illimités. C'est pourquoi il faut rechercher des alternatives tout aussi efficaces. L'on se pose rarement la question de savoir comment et en quoi un système de « contrôle administratif » pourrait contribuer de manière structurée, systématique ou complémentaire à l'approche globale de lutte contre la traite des êtres humains. » (1)

En ce sens, la présence de représentants des villes et communes au sein du Conseil, et leur responsabilité dans la délivrance des habilitations de salons mais aussi dans la réglementation des heures et des lieux de prostitutions, permettront d'augmenter les contrôles administratifs sur le secteur de la prostitution. Cependant, le Conseil jouera plus un rôle de centralisation de l'information, de coordination des actions, et de prévention qu'un rôle de détection de cas d'exploitation sexuelle.

La politique de prévention et d'information par rapport à la traite des êtres humains demande à être davantage développée. En effet, si de nombreux instruments ont été mis en place sur le plan répressif et au niveau du suivi des victimes, il manque en ce qui concerne la traite des êtres humains une démarche plus informative sur les risques qu'encourent les victimes et sur la manière de se faire connaître comme telle (2). Le Conseil pourrait remplir ce rôle, du moins en ce qui concerne l'exploitation sexuelle.

Le Conseil a aussi pour mission de coordonner et d'harmoniser les actions et les règlements des autorités et organismes concernés par l'application de la présente loi. À cette fin, les villes et communes sont tenues de transmettre au Conseil leurs informations, et de communiquer les décisions qu'elles rendent et les infractions à la présente loi qu'elles constatent.

Les intérêts des autorités administratives, telles que les villes et les communes diffèrent souvent de ceux des autorités judiciaires. Ces dernières se concentrent sur la poursuite des organisateurs et exploitants de la traite des êtres humains, tandis que les autorités communales ont principalement pour objectif de

(1) Audition de M. W. Bontinck, service central Traite des êtres humains, rapport du groupe de travail « Traite des êtres humains » du Sénat, doc. Sénat, n° 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Rapport de la cellule interdépartementale de Coordination du 10 mai 2007 présidée par Freddy Gazan, conseiller général adjoint au service de la Politique criminelle.

Naast een versterking van het werk van politie en gerecht in de strijd tegen seksuele uitbuiting biedt het wetsvoorstel ook de mogelijkheid de administratieve controles op de sector op te voeren.

De heer Bontinck van de centrale dienst « Mensenhandel » heeft tijdens de hoorzitting door de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat het volgende benadrukt: « Een aantal magistraten gaf al aan dat hun middelen en mankracht, maar ook die van inspectie-, controle- en politiediensten niet onbeperkt zijn. Daarom moet worden gezocht naar alternatieve, maar even doeltreffende initiatieven. Zelden rijst de vraag hoe en wat een « administratieve enforcement » structureel, systematisch of complementair kan bijdragen tot de integrale aanpak van mensenhandel. » (1)

In die zin kunnen door de aanwezigheid van vertegenwoordigers van de steden en gemeenten binnen de Raad en hun verantwoordelijkheid bij het afleveren van de machtigingen voor salons maar ook bij de reglementering van de tijdstippen en plaatsen van prostitutie, de administratieve controles op de prostitutiesector worden opgevoerd. De Raad zal echter meer een rol spelen die erin bestaat de informatie te centraliseren, de acties te coördineren en preventief op te treden in plaats van gevallen van seksuele uitbuiting op te sporen.

Het beleid inzake preventie en informatie met betrekking tot mensenhandel moet verder worden uitgewerkt. Hoewel er heel wat instrumenten zijn ingevoerd op repressief gebied en op het vlak van de follow-up van de slachtoffers, ontbreekt het immers aan een informatievere aanpak met betrekking tot de gevaren die de slachtoffers lopen en over de manier om zich als dusdanig kenbaar te maken (2). De Raad zou die rol kunnen vervullen, althans wat seksuele uitbuiting betreft.

De Raad heeft ook als opdracht de acties en reglementen van de overheden en instellingen die bij de toepassing van deze wet betrokken zijn, te coördineren en te harmoniseren. Daartoe moeten de steden en gemeenten de Raad hun informatie verzenden, de beslissingen die ze nemen meedelen, alsook de inbreuken op deze wet die ze vaststellen.

De belangen van de administratieve overheden als de steden en de gemeenten verschillen vaak van die van de gerechtelijke overheden. Deze overheden concentreren zich op de vervolging van de organisatoren en de uitbuiters van de mensenhandel, terwijl de gemeentelijke overheid voornamelijk oog heeft voor

(1) Hoorzitting met de heer W. Bontinck, centrale dienst Mensenhandel, verslag van de werkgroep « Mensenhandel » van de Senaat, stuk Senaat, nr. 4-1631/1 — 2009/2010.

(2) Verslag van de Interdepartementale Coördinatiecel van 10 mei 2007, die werd voorgezeten door Freddy Gazan, adjunct-adviseur-generaal bij de dienst Strafrechtelijk Beleid.

maintenir une vie harmonieuse sur le territoire de la commune et de lutter contre les nuisances causées à la population locale par la prostitution. Les villes et les communes sont donc moins intéressées par les personnes qui se cachent derrière des activités illégales, que par les prostituées que l'on peut voir en rue.

Il est dès lors nécessaire de mettre au point des politiques servant tant les intérêts des autorités judiciaires que ceux des autorités communales. La collaboration de ces deux autorités au sein du Conseil nous semble être un élément essentiel pour y parvenir.

Par ailleurs, on considère trop souvent à tort que la prostitution est un phénomène local. On a pu constater par le passé que certaines actions dans un quartier déterminé ou dans une ville déterminée provoquaient des déplacements vers d'autres villes ou d'autres quartiers.

La représentation des villes et communes au sein du Conseil permettra donc également d'améliorer la coordination et l'harmonisation des politiques locales en matière de prostitution.

Du rapport national en matière de prostitution

Le Conseil pourra aussi devenir le rapporteur national en matière de prostitution. Aujourd'hui encore, les chiffres concernant la problématique de la prostitution sont rares et proviennent pour la plupart du monde associatif.

En ce qui concerne la traite et le trafic d'êtres humains, l'arrêté royal du 16 juin 1995 relatif à la mission et la compétence du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme en matière de lutte contre la traite internationale des êtres humains, stipule que le centre doit également émettre un rapport indépendant et public d'évaluation sur l'évolution et les résultats de la lutte contre la traite internationale des êtres humains. Ce rapport est complété par les informations provenant de trois centres nationaux spécialisés (Payoké, Pag-Asa, Surya).

Mais pour la prostitution nous sommes en manque de chiffres. Nous ne pouvons nous référer qu'à des estimations (dont on ne peut prouver la rigueur scientifique), provenant d'une multitude d'associations, ou à des statistiques sur les « victimes mentionnées » dans les dispositifs d'assistance, les procédures judiciaires ou les statistiques policières (1).

Aucun organisme fédéral n'a jusqu'à présent été chargé de relever le nombre de personnes qui se prostituent sur notre territoire. Les associations de terrain fournissent des chiffres concernant leur terri-

(1) Frédéric Boisard, *Traite et prostitution en Europe, le point sur les chiffres*, Fondation Scelles, février 2008.

het behoud van een harmonieus leven en de overlast wil bestrijden die prostitutie voor de lokale bevolking veroorzaakt. De steden en gemeenten zijn dan ook minder geïnteresseerd in de personen die achter deze illegale activiteiten schuilgaan, maar eerder in de prostituees die zich in het straatbeeld manifesteren.

Er moet dan ook worden gewerkt aan een beleid dat zowel aan de belangen van de gerechtelijke als van de gemeentelijke overheid tegemoet komt. De samenwerking van deze twee overheden binnen de Raad lijkt ons een essentieel element om dit doel te bereiken.

Bovendien wordt er maar al te vaak onterecht vanuit gegaan dat prostitutie een lokaal fenomeen is. Uit het verleden is immers gebleken dat sommige acties in een welbepaalde wijk of stad verschuivingen naar andere steden of andere wijken veroorzaakten.

De vertegenwoordiging van de steden en gemeenten binnen de Raad zal het bijgevolg tevens mogelijk maken het lokale beleid inzake prostitutie te coördineren en te harmoniseren.

Nationaal prostitutieverslag

De Raad zal ook nationaal rapporteur inzake prostitutie kunnen worden. Er zijn nog steeds weinig cijfers over prostitutie voorhanden, en ze komen meestal uit het verenigingsleven.

Wat mensenhandel betreft, bepaalt het koninklijk besluit betreffende de opdracht en bevoegdheid van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding inzake de bestrijding van de internationale mensenhandel dat het Centrum jaarlijks een onafhankelijk en publiek evaluatierapport over de evolutie en de resultaten van de bestrijding van de internationale mensenhandel moet maken. Dit rapport wordt aangevuld met informatie uit drie gespecialiseerde nationale centra (Payoke, Pag-Asa, Surya).

Wat prostitutie betreft beschikken we echter over te weinig cijfers. Er bestaan alleen ramingen (zonder bewezen wetenschappelijke waarde) van een hele reeks verenigingen, of statistieken over « genoemde slachtoffers » in bijstandcentra, gerechtelijke procedures of politiestatistieken (1).

Tot nu toe werd geen enkele federale instelling belast met het tellen van het aantal personen dat zich op ons grondgebied prostitueert. Verenigingen geven cijfers over het gebied waar zij werkzaam zijn, maar er

(1) Frédéric Boisard, *Traite et prostitution en Europe, le point sur les chiffres*, Fondation Scelles, februari 2008.

toire mais aucune base de données nationale n'existe sur le nombre de personnes prostituées en Belgique.

Par conséquent, les acteurs de terrain n'ont aucune vue d'ensemble qui leur permette de déterminer les actions nécessaires à mettre en place et doivent se baser sur des images souvent tronquées avec le risque de manquer d'efficacité.

Les auteurs de la présente proposition souhaitent pallier ce manque de données et proposent que le Conseil émette un rapport annuel sur la prostitution et les problèmes y afférents.

Un plan d'action sanitaire

Étant donné que sa création résulte largement de la prise en compte des spécificités de la prostitution du point de vue sanitaire et de la nécessité d'y développer une politique de santé, le Conseil devra bien évidemment agir avant tout dans l'intérêt des personnes prostituées. Les personnes qui se prostituent doivent pouvoir bénéficier prioritairement d'informations et d'aides adaptées aux risques médicaux et aux éventuelles complications psychologiques résultant de leur activité.

La participation au Conseil des communautés et régions, compétentes en matière de santé, de prévention et de sensibilisation, ainsi qu'en matière de suivi des victimes, permettra de coordonner ces actions au niveau national et d'émettre des recommandations pour le développement d'un plan d'action sanitaire pour la prostitution.

Le Conseil permettra donc une étroite collaboration, entre tous les niveaux de pouvoir, dans l'encadrement de la prostitution, la lutte contre ses dérives, et le développement d'une politique de santé.

De l'esprit de la présente proposition

Les auteurs n'ont pas l'utopie de croire que cette proposition permettra de donner à tous les prestataires de services sexuels les bénéfices de la protection légale accordés aux travailleurs indépendants.

Bien entendu, certains refuseront toute reconnaissance et voudront continuer à travailler « en noir ». D'autres, qui ne se livrent qu'à la prostitution dite « occasionnelle » afin d'arrondir leur fin de mois, ne se sentiront peut être pas concernés.

Cependant, les auteurs pensent que la présente proposition pourra répondre à la demande de prestataires de services sexuels qui ne veulent plus être marginalisés socialement.

C'est ainsi qu'aucune disposition pénale n'a été prise dans la présente proposition de loi à l'encontre des

bestaat geen nationale gegevensbank over het aantal prostituees in België.

Bijgevolg kunnen actoren op het terrein geen totaalbeeld krijgen dat hen in staat stelt te beslissen welke initiatieven nodig zijn, en moeten zij het stellen met een vaak onvolledig beeld, wat de doeltreffendheid van hun optreden niet altijd ten goede komt.

De indieners van dit voorstel wensen dit gebrek aan gegevens te verhelpen en stellen voor dat de Raad een jaarverslag over prostitutie en de problemen die ermee gepaard gaan publiceert.

Actieplan inzake gezondheid

Aangezien de Raad vooral wordt opgericht om rekening te houden met de specifieke kenmerken van prostitutie op het vlak van gezondheid, en met het oog op het ontwikkelen van een gezondheidsbeleid, zal hij natuurlijk in de eerste plaats in het belang van de prostituees moeten optreden. Personen die zich prostitueren moeten met voorrang kunnen beschikken over informatie en hulp die aangepast is aan de gezondheidsrisico's en eventuele psychologische complicaties die voortvloeien uit hun activiteit.

De deelname aan de Raad van de gemeenschappen en gewesten, die bevoegd zijn inzake gezondheidszorg, preventie, sensibilisatie en follow-up van de slachtoffers, zal het mogelijk maken deze acties op nationaal niveau te coördineren en aanbevelingen te formuleren voor het ontwikkelen van een nationaal actieplan voor de prostitutie.

De Raad zorgt dus voor een nauwe samenwerking tussen alle beleidsniveaus in het omkaderen van prostitutie, de bestrijding van de uitwassen ervan, en het ontwikkelen van een gezondheidsbeleid.

Doel van dit voorstel

De indieners zijn niet zo naïef te geloven dat dit voorstel aan alle seksuele dienstverleners dezelfde mate van wettelijke bescherming zal bieden als aan zelfstandigen.

Sommigen zullen natuurlijk elke erkenning weigeren om « in het zwart » te kunnen blijven werken. Anderen, die slechts aan « occasionele » prostitutie doen om wat bij te verdienen, zullen zich misschien niet aangesproken voelen.

Niettemin menen de indieners dat dit voorstel kan beantwoorden aan een vraag van seksuele dienstverleners die niet meer maatschappelijk gemarginaliseerd willen worden.

Daarom werden in het voorstel geen strafbepalingen opgenomen voor prostituees die buiten het wettelijk

personnes prostituées qui ne suivent pas le cadre légal. Le but n'est pas de les poursuivre et/ou de les refouler encore plus dans la clandestinité, mais bien d'opérer une scission claire entre la prostitution réglementée, légale et encadrée, et la prostitution clandestine sur laquelle il faut concentrer les efforts policiers dans la lutte contre l'exploitation sexuelle.

Les auteurs n'ont pas non plus la prétention de croire que cette proposition pourra encadrer toutes les formes de prostitution et résoudre ainsi tous les aspects de ce phénomène. Néanmoins, ils souhaitent ouvrir le débat, l'enrichir et affiner par la suite certaines dispositions légales.

Les auteurs ont constaté que de nombreuses propositions de loi visant à réglementer la prostitution ont été déposées au Sénat ces dernières années (1). Toutes ces tentatives sont restées vaines mais elles démontrent néanmoins qu'une majorité politique s'est exprimée en faveur de la réglementation de la prostitution et non pas en faveur de son interdiction. Il est donc plus que temps de faire face à la détresse sociale de ces personnes mais aussi de faire face aux conséquences de notre politique de tolérance et de légiférer en ce sens.

COMMENTAIRE À L'ARTICLE 3

Article 3

Pour l'application de la présente proposition de loi, la prostitution est définie, dans le dispositif même, comme étant toute prestation volontaire de services sexuels offerts par une personne majeure à des clients majeurs, moyennant rémunération, les parties étant d'accord sur les conditions et formes de ces services.

Dans le cadre de cette définition, les auteurs souhaitent apporter les précisions suivantes :

— par « volontaire », ils entendent que, pour que la prostitution puisse être autorisée légalement, il est nécessaire que la personne qui souhaite s'y livrer ait son libre arbitre;

— seules les « personnes majeures », c'est-à-dire âgées de dix-huit ans ou plus, peuvent se livrer volontairement à la prostitution. Il ne s'agit pas ici de la majorité sexuelle fixée quant à elle à seize ans;

(1) Il s'agit notamment des propositions de Erika Thijs, « Proposition de loi visant à octroyer une licence aux prostituées », 18 septembre 2003; de Ludwig Vandenhove et de Staf Nimmegeers « Proposition de loi réglementant la prostitution », 9 octobre 2003; de Jean-Marie Dedecker et Hugo Coveliers « Proposition de loi réglementant la prestation volontaire de service sexuels contre paiement », 22 octobre 2003; de Philippe Monfils, Proposition de loi visant à lutter contre la marginalisation sociale des personnes prostituées, 10 août 2007; de Bert Anciaux, « Proposition de loi réglementant la prostitution », 18 mai 2011.

kader treden. Het is niet de bedoeling hen te vervolgen en/of nog meer in de clandestiniteit te duwen, maar wel om een duidelijk onderscheid te maken tussen de gereglementeerde, wettelijke en omkaderde prostitutie, en de clandestiene prostitutie waarop de inspanningen van de politie in de strijd tegen seksuele uitbuiting zich moeten richten.

De indieners hebben ook niet de pretentie te denken dat dit voorstel alle vormen van prostitutie zal kunnen omkaderen en alle aspecten van dit verschijnsel zal oplossen. Zij wensen niettemin het debat te openen, te verrijken, en vervolgens enkele wettelijke bepalingen te verfijnen.

De indieners hebben vastgesteld dat de laatste jaren vele wetsvoorstellen ter reglementering van prostitutie in de Senaat werden ingediend (1). Al deze pogingen zijn dode letter gebleven, maar ze tonen wel aan dat een politieke meerderheid zich uitspreekt vóór het reglementeren van prostitutie, en niet voor het verbieden ervan. Het is dus hoog tijd om iets te doen aan de maatschappelijke ontredde van deze personen, maar ook aan de gevolgen van ons gedoogbeleid, en om in die zin wetgevend op te treden.

TOELICHTING BIJ ARTIKEL 3

Artikel 3

Voor de toepassing van dit wetsvoorstel wordt prostitutie in het dispositief zelf gedefinieerd als elke vrijwillige verlening van seksuele diensten door een meerderjarig persoon aan meerderjarige cliënten, tegen betaling, waarbij de partijen het eens zijn over de voorwaarden en de vorm van die diensten.

Bij deze definitie willen de indieners het volgende preciseren :

— met « vrijwillig » bedoelen zij dat opdat prostitutie wettelijk zou kunnen worden toegestaan, het noodzakelijk is dat de persoon die tot deze activiteit wenst over te gaan, dit doet uit vrije wil;

— enkel « meerderjarigen », met andere woorden personen die achttien jaar zijn of ouder, kunnen zich vrijwillig met prostitutie bezighouden. Het betreft hier dus niet de seksuele meerderjarigheid, die op zestien jaar is vastgesteld;

(1) Het gaat met name om de voorstellen van Erika Thijs, « Wetsvoorstel tot toekenning van een vergunning aan prostituees », 18 september 2003; van Ludwig Vandenhove en Staf Nimmegeers « Wetsvoorstel houdende reglementering van de prostitutie », 9 oktober 2003; van Jean-Marie Dedecker en Hugo Coveliers « Wetsvoorstel inzake de reglementering van het vrijwillig tegen betaling verrichten van seksuele dienstverlening », 22 oktober 2003; van Philippe Monfils, Wetsvoorstel ter bestrijding van de sociale marginalisering van personen die zich prostitueren, 10 augustus 2007; van Bert Anciaux, « Wetsvoorstel houdende reglementering van de prostitutie », 18 mei 2011.

— pour la « rémunération », il s'agit du prix pour le service fourni, généralement fixé en espèces ou sous autre forme.

Christine DEFRAIGNE.
Dominique TILMANS.
Jacques BROTCHE.
Armand DE DECKER.
Gérard DEPPEZ.
Alain COURTOIS.
Richard MILLER.
François BELLOT.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

§ 1^{er}. La présente loi a pour objectifs :

1° de lutter contre la marginalisation sociale des prestataires de services sexuels;

2° de réglementer les lieux, les heures et les modalités d'exercice de la prostitution, ainsi que de lutter contre les nuisances liées à celle-ci;

3° de garantir que, dans le milieu de la prostitution, les conditions d'exercice de cette activité soient conformes à la législation, notamment qu'il ne soit pas porté atteinte à la liberté d'action des personnes qui prestent des services sexuels, qu'elles ne soient pas victimes de la traite des êtres humains, de pression, de menaces, de violences, ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les convaincre de se livrer à cette activité;

3° d'assurer la mise en œuvre de mesures de prévention et de promotion de la santé et de favoriser la réorientation professionnelle des prestataires de services sexuels, désireux de changer d'activité;

4° de veiller à la coordination et à l'harmonisation des politique locales en matière de prostitution.

— de « betaling » is de prijs van de verleende dienst en is meestal een geldsom, maar een andere betalingswijze is ook mogelijk.

*
* *

WETSVORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

§ 1. De doelstellingen van deze wet zijn :

1° de maatschappelijke marginalisering van seksuele dienstverleners bestrijden;

2° de plaatsen, tijdstippen en nadere regels voor het beoefenen van de prostitutie vaststellen, alsook de overlast ervan bestrijden;

3° waarborgen dat, in het prostitutiemilieu, de omstandigheden waarin die activiteit wordt uitgeoefend aan de wetgeving beantwoorden, met name dat de handelingsvrijheid van de personen die seksuele diensten verlenen niet geschonden wordt, ze niet het slachtoffer worden van mensenhandel, van dwang, bedreigingen of geweld en dat men niet van hun nood of hun afhankelijkheid profiteert om ze ervan te overtuigen deze activiteit uit te oefenen;

4° ervoor zorgen dat de nodige preventieve en gezondheidsbevorderende maatregelen worden genomen, alsook de professionele heroriëntering stimuleren van seksuele dienstverleners die van activiteit willen veranderen;

5° zorgen voor de coördinatie en de harmonisatie van het lokale prostitutiebeleid.

Art. 3

Au sens de la présente loi, il faut entendre par :

1° « prostitution » : toute prestation volontaire de services sexuels offerts par une personne majeure à des clients majeurs, moyennant rémunération, les parties étant d'accord sur les conditions et formes de ces services.

2° « salon de prestation de services sexuels » : tous lieux de rencontre, totalement ou partiellement organisés à des fins de prostitution.

3° « volontaire » : la personne qui souhaite se livrer à la prostitution y consent librement, elle dispose de son libre arbitre pour agir;

4° « personne majeure » : personne âgée de dix-huit ans et plus;

5° « rémunération » : prix de la prestation fixé en espèces ou sous autre forme;

6° « conditions et formes de ces services » : sont compris la nature de la prestation, le type de rémunération pour l'accomplir, le montant de celle-ci si elle est versée en espèces, ainsi que le mode de paiement.

Art. 4

§ 1^{er}. Il est créé, au sein du service public fédéral (SPF) Justice, un Conseil national pour la lutte contre l'exploitation sexuelle (ci-après dénommé « le Conseil »), auquel les prestataires de services sexuels sont affiliés de plein droit. Le Roi est chargé de déterminer la composition du Conseil en veillant à établir en son sein une équitable répartition entre :

a) le magistrat de contact « Exploitation sexuelle » désigné par le Collège des procureurs généraux; des représentants du service central « Traite des êtres humains » de la police fédérale;

b) des représentants de la Commission permanente de la police locale;

c) des représentants des communes proposés par les ministres régionaux compétents;

d) des représentants du Service d'information et de recherche sociale (SIRS)

e) des représentants des communautés et des régions proposées par les ministres communautaires et régionaux en charge des politiques de santé;

Art. 3

In de zin van deze wet wordt bedoeld met :

1° « prostitutie » : elke vrijwillige verlening van seksuele diensten door een meerderjarig persoon aan meerderjarige cliënten, tegen betaling, waarbij de partijen het eens zijn over de voorwaarden en de vorm van die diensten.

2° « salon voor seksuele dienstverlening » : alle ontmoetingsplaatsen die geheel of gedeeltelijk voor prostitutie zijn ingericht.

3° « vrijwillig » : de persoon die tot prostitutie wil overgaan, doet dit uit vrije wil en beschikt over een vrije wil om te handelen;

4° « meerderjarige persoon » : persoon die achttien jaar of ouder is;

5° « betaling » : prijs van de dienstverlening in geld of een andere betalingswijze;

6° « de voorwaarden en de vorm van die diensten » : dit omvat de aard van de dienstverlening, het soort betaling voor de dienstverlening, het bedrag ervan als het een geldsom betreft, en de betalingswijze.

Art. 4

§ 1. Er wordt bij de federale overheidsdienst (FOD) Justitie een Nationale Raad ter bestrijding van seksuele uitbuiting (hierna « de Raad » genoemd) opgericht, waarbij de seksuele dienstverleners van rechtswege aangesloten zijn. De Koning wordt ermee belast de samenstelling van de Raad te bepalen en daarbij te zorgen voor een billijke verdeling in de Raad tussen :

a) de contactmagistraat « Seksuele uitbuiting » die door het College van Procureurs-generaal is aangewezen; vertegenwoordigers van de centrale dienst « Mensenhandel » van de federale politie;

b) vertegenwoordigers van de Vaste commissie van de lokale politie;

c) vertegenwoordigers van de door de bevoegde gewestministers voorgestelde gemeenten;

d) vertegenwoordigers van de Sociale inlichtingen- en opsporingsdienst (SIOD);

e) vertegenwoordigers van de gemeenschappen en gewesten, voorgesteld door de gemeenschaps- en gewestministers belast met het gezondheidsbeleid.

Les membres du Conseil sont tenus par une règle de confidentialité et par le respect des obligations découlant de la législation relative à la protection de la vie privée.

§ 2. Le Conseil a pour mission de veiller à la coordination et à l'harmonisation des actions et règlements des autorités et organismes concernés par l'application de la présente loi. À cette fin, les autorités compétentes sont tenues de lui transmettre leurs informations, de communiquer les décisions qu'elles rendent et les infractions à la présente loi qu'elles constatent.

Le Conseil tient le registre des enregistrements des prestataires de services sexuels

Le Conseil tient un registre des habilitations communales des «salons de prestation de services sexuels»

Le Conseil est chargé de veiller en collaboration avec les associations d'aide aux prestataires de services sexuels, au développement et à l'harmonisation de services d'accompagnement, de prévention sanitaire et sociale, de sensibilisation, de formation et de réinsertion des prestataires de services sexuels. Il veille également à l'organisation régulière de séances d'information sur les maladies vénérienne et les maladies sexuellement transmissibles.

Le Conseil est chargé de coordonner l'aide aux prestataires de services sexuels dans la gestion de leur comptabilité et dans les démarches administratives liées à leur statut d'indépendant.

Le Conseil établit annuellement, à destination du ministre de la Justice, un rapport de son activité et de ses constatations et forme toute recommandation utile dans le cadre de la lutte contre l'exploitation sexuelle.

§ 3. Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil.

Art. 5

§ 1^{er}. Toute personne qui s'adonne à la prostitution au sens de l'article 3 est tenue de s'enregistrer préalablement comme prestataire de services sexuels auprès du Conseil national pour la lutte contre l'exploitation sexuelle.

§ 2. Le Roi fixe les modalités de cette procédure qui est gratuite.

§ 3. Les noms des personnes enregistrées comme prestataire de services sexuels sont consignés dans un registre tenu par le Conseil. Ce registre est confiden-

De leden van de Raad moeten zich aan een geheimhoudingsregel houden en moeten de verplichtingen in acht nemen die voortvloeien uit de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

§ 2. De Raad heeft als opdracht te zorgen voor de coördinatie en de harmonisatie van de acties en regelgeving van de overheden en instellingen die bij de toepassing van deze wet betrokken zijn. Daartoe moeten de bevoegde overheden hem hun informatie overzenden, de beslissingen die ze nemen meedelen, alsook de inbreuken op deze wet die ze vaststellen.

De Raad houdt het register bij waarin de seksuele dienstverleners worden geregistreerd.

De Raad houdt een register bij van de gemeentelijke machtigingen van de «salons voor seksuele dienstverlening».

De Raad wordt ermee belast in samenwerking met de verenigingen die hulp verlenen aan de seksuele dienstverleners te zorgen voor de ontwikkeling en de harmonisatie van de diensten van begeleiding, sociale en gezondheidspreventie, bewustmaking, opleiding en resocialisatie van de seksuele dienstverleners. Hij zorgt er tevens voor dat er geregeld informatiebijeenkomsten worden gehouden over geslachtsziekten en seksueel overdraagbare aandoeningen.

De Raad wordt ermee belast de hulp aan de seksuele dienstverleners bij het beheer van hun boekhouding en bij het vervullen van hun administratieve verplichtingen in verband met hun zelfstandigenstatuut te coördineren.

De Raad maakt jaarlijks een verslag voor de minister van Justitie over zijn activiteit en zijn vaststellingen en formuleert aanbevelingen voor de strijd tegen de seksuele uitbuiting.

§ 3. De Koning regelt de organisatie en de werking van de Raad.

Art. 5

§ 1. Elkeen die prostitutie beoefent in de zin van artikel 3, moet zich vooraf als seksuele dienstverlener laten registreren bij de Nationale Raad ter bestrijding van seksuele uitbuiting.

§ 2. De Koning legt de nadere regels vast van die procedure, die kosteloos is.

§ 3. De namen van de als seksuele dienstverlener geregistreerde personen worden genoteerd in een register dat de Raad bijhoudt. Dat register is geheim.

tiel. Le Roi détermine les autorités publiques et organismes qui pourront accéder au registre ainsi que les modalités de cet accès.

§ 4. La personne qui cesse toute activité de prostitution est tenue d'en informer le Conseil.

Art. 6

§ 1^{er}. La personne qui s'est enregistrée comme prestataire de service sexuel est réputée avoir entamé son activité professionnelle indépendante à la date de l'enregistrement. Cette activité est présumée se terminer au moment de la déclaration de cessation d'activité auprès du Conseil.

Seules les personnes enregistrées auprès du Conseil comme prestataire de service sexuel peuvent s'inscrire comme indépendantes en qualité de prestataire de service sexuel.

§ 2. Les personnes enregistrées ne sont pas réputées exercer une activité commerciale au sens de l'article 4 des lois relatives au registre du commerce, coordonnées le 20 juillet 1964.

Conformément à l'article 581, 1^o et 2^o, du Code judiciaire, le tribunal du travail est compétent pour connaître de toutes les contestations relatives aux droits et aux obligations qui résultent de la présente loi.

Art. 7

§ 1^{er}. L'exercice de la prostitution, dans des lieux accessibles au public ou exposés à la vue du public, peut être interdit au moment ou dans les endroits où il est de nature à troubler l'ordre et la tranquillité publics, à entraver la circulation, à engendrer des conséquences secondaires fâcheuses ou à blesser la décence. Il appartient aux autorités communales de préciser ces lieux et moments dans un règlement communal. Le règlement communal peut réserver l'exercice de la prostitution sur tout ou partie du territoire communal aux seules personnes enregistrées conformément à l'article 5, § 1^{er}.

§ 2. L'exploitation d'un salon de prestation de services sexuels est subordonnée à une habilitation délivrée par les autorités communales, en conformité avec les conditions de la présente loi. L'autorité communale communique au Conseil national de la prostitution les décisions relatives à ces habilitations.

Art. 8

§ 1^{er}. Le Roi fixe les modalités et les conditions d'octroi des habilitations pour les salons de prestation

De Koning bepaalt welke overheden en instellingen toegang krijgen tot het register, alsook de nadere regels betreffende de toegang.

§ 4. Wie de prostitutie-activiteit volledig stopzet moet de Raad daarover inlichten.

Art. 6

§ 1. Wie zich als seksuele dienstverlener heeft laten registreren, wordt geacht zijn zelfstandige beroepsactiviteit te hebben aangevat op de datum van registratie. Er wordt aangenomen dat die activiteit eindigt op het tijdstip waarop het stopzetten van de activiteit bij de Raad wordt gemeld.

Alleen wie bij de Raad als seksueel dienstverlener geregistreerd is, kan zich als zelfstandige in de hoedanigheid van seksueel dienstverlener inschrijven.

§ 2. Geregistreerde personen oefenen geen handelsactiviteit uit in de zin van artikel 4 van de wetten betreffende het handelsregister, gecoördineerd op 20 juli 1964.

Overeenkomstig artikel 581, 1^o en 2^o, van het Gerechtelijk Wetboek, is de arbeidsrechtbank bevoegd om kennis te nemen van alle geschillen met betrekking tot de rechten en de plichten die voortvloeien uit deze wet.

Art. 7

§ 1. Het beoefenen van prostitutie op plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek of die zichtbaar zijn voor het publiek kan worden verboden wanneer of waar dat de openbare orde en rust verstoort, het verkeer belemmert, kwalijke bijkomende gevolgen heeft of aanstoot geeft. Het is aan de gemeentelijke overheid om die plaatsen en tijdstippen vast te leggen in een gemeentelijk reglement. Het gemeentelijk reglement kan de beoefening van de prostitutie op het hele gemeentelijk grondgebied of op een gedeelte ervan voorbehouden aan de personen die overeenkomstig artikel 5, § 1, geregistreerd zijn.

§ 2. De uitbating van een salon voor seksuele dienstverlening is afhankelijk van een machtiging die de gemeentelijke overheid afgeeft overeenkomstig de voorwaarden van deze wet. De gemeentelijke overheid deelt de beslissingen betreffende die machtigingen mee aan de Nationale Prostitutieraad.

Art. 8

§ 1. De Koning stelt de nadere regels en de toekenningsvoorwaarden van de machtigingen voor

de services sexuels, ainsi que leur durée de validité. Les communes peuvent, par règlement de police, imposer des conditions plus strictes que celles fixées par le Roi.

L'habilitation est accordée au nom d'une personne physique responsable de l'exploitation du salon.

§ 2. Les conditions fixées par le Roi portent sur :

1° les conditions d'hygiène, de sécurité et de salubrité dans lesquelles la prostitution peut se pratiquer. Notamment, des conditions relatives à l'éclairage naturel, à l'aération, à la présence de points d'eau potable et de sanitaire, à l'installation électrique et à l'accès par la voie publique;

2° la prévention des nuisances pour les riverains;

3° l'absence de profit anormal pour le responsable des lieux, c'est-à-dire la conformité du loyer à la valeur de l'immeuble loué;

4° l'interdiction pour quiconque, autre que le prestataire lui-même de s'octroyer des bénéfices, découlant directement de la prestation de service sexuel.

§ 3. La prostitution doit y être exercée à titre indépendant, à savoir : hors de tout lien de subordination entre la personne responsable du salon et le prestataire de services sexuels indépendant en ce qui concerne le choix de cette activité, les conditions de travail et de rémunération et contre une rémunération, qui lui est intégralement et directement versée.

§ 4. L'habilitation visée à l'article 8, § 1^{er}, ne peut être accordée qu'à une personne dont il est établi qu'elle remplit les conditions suivantes :

1° offrir, par ses antécédents et son comportement, toute garantie d'honorabilité et de solvabilité concernant la sphère d'activité envisagée;

2° être au bénéfice de l'accord écrit du propriétaire ou des copropriétaires de l'immeuble;

3° ne pas avoir été responsable, au cours des dix dernières années d'un salon ayant fait l'objet d'une fermeture ou d'une interdiction d'exploiter.

§ 5. La personne responsable d'un lieu habilité à l'exercice de la prostitution est tenue de :

1° communiquer immédiatement à l'autorité compétente le nombre et l'identité des prestataires de

de salons pour seksuele dienstverlening vast, alsook hun geldigheidsduur. De gemeenten kunnen bij politiereglement strengere dan de door de Koning vastgestelde voorwaarden opleggen.

De machtiging wordt toegekend op naam van een natuurlijk persoon die verantwoordelijk is voor de uitbating van het salon.

§ 2. De voorwaarden die door de Koning worden vastgesteld, hebben betrekking op :

1° de voorwaarden inzake hygiëne, veiligheid en salubriteit waarin prostitutie kan worden beoefend. Het gaat om voorwaarden inzake daglicht, verluchting, de aanwezigheid van tappunten met drinkbaar water en van sanitair, de elektriciteitsvoorziening en de toegang langs de openbare weg;

2° het voorkomen van overlast voor de omgeving;

3° dat er geen abnormaal profijt is voor de verantwoordelijken van het pand, dat wil zeggen dat de huurprijs overeenstemt met de waarde van het gehuurde vastgoed;

4° het verbod voor elke andere persoon dan de dienstverlener zelf om zich winst toe te eigenen die rechtstreeks afkomstig is van de seksuele dienstverlening.

§ 3. De prostitutie moet er zelfstandig worden beoefend, dat wil zeggen : zonder enige gezagsverhouding tussen de persoon die verantwoordelijk is voor het salon en de seksuele dienstverlener, die zelfstandig handelt inzake de keuze van die activiteit, de arbeidsomstandigheden en de beloning, en tegen een beloning die hem volledig en rechtstreeks wordt uitbetaald.

§ 4. De machtiging waarvan sprake is in artikel 8, § 1, kan slechts worden toegekend aan een persoon van wie vaststaat dat hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° door zijn antecedenten en zijn gedrag alle waarborgen bieden van eerbaarheid en solvabiliteit betreffende de bedoelde activiteitsfeer;

2° over het schriftelijk akkoord beschikken van de eigenaar of de mede-eigenaars van het pand;

3° in de loop van de laatste tien jaar niet verantwoordelijk geweest zijn voor een salon dat het voorwerp is geweest van een sluiting of een exploitatieverbod.

§ 5. De persoon die verantwoordelijk is voor een plaats waarvoor een machtiging is afgegeven voor het beoefenen van prostitutie is verplicht :

1° onmiddellijk het aantal en de identiteit van de zelfstandige seksuele dienstverleners die zijn lokalen

services sexuels indépendants qui utilisent ses locaux ainsi que tout changement de ces personnes;

2° s'assurer qu'elles ne contreviennent pas à la législation, notamment celle relative au séjour et au travail des étrangers, et qu'aucune personne mineure ou personne ayant été victime de la traite des êtres humains ne fournisse de prestation de services sexuels dans ses locaux;

3° d'empêcher toute atteinte à l'ordre public, à la tranquillité, à la santé, la salubrité et à la sécurité publique;

4° de contrôler que les conditions d'exercice de la prostitution soient conformes à la législation, en particulier qu'il n'est pas porté atteinte à la liberté d'action des prestataires de service sexuel, qu'elles ne soient pas victimes de la traite des êtres humains, de menaces, de violences, de pression, ou que l'on ne profite pas de leur détresse ou de leur dépendance pour les convaincre à se livrer à un acte d'ordre sexuel;

5° d'intervenir et d'alerter les autorités compétentes si elles constatent des infractions dans le cadre des obligations qui lui incombent;

6° d'autoriser l'accès des collaborateurs du Conseil ou des associations mandatées par lui afin de leur permettre de procéder aux activités d'accompagnement, de prévention et de sensibilisation relevant de leurs compétences.

Art. 9

§ 1^{er}. Les communes peuvent en tout temps, dans le cadre de leurs attributions respectives et au besoin par la contrainte, procéder aux contrôles des salons de prestation de services sexuels et de l'identité des personnes qui s'y trouvent.

§ 2. Fait l'objet de sanctions administratives la personne responsable d'un salon :

1° lorsque ce salon ne dispose pas d'une habilitation valable;

2° lorsque cette personne ne remplit plus les obligations personnelles prévues à l'article 8, § 5;

3° lorsque cette personne n'a pas procédé aux communications qui lui incombent en vertu de l'article 8, § 5;

4° lorsque cette personne n'a pas respecté les obligations qui lui incombent en vertu de l'article 8, § 5.

gebruiken, alsook elke verandering in die personen, mee te delen aan de bevoegde overheid;

2° zich ervan te vergewissen dat ze de wetgeving niet overtreden, meer bepaald de wetgeving betreffende het verblijf en de arbeid van vreemdelingen, en dat geen enkele minderjarige of geen enkel slachtoffer van mensenhandel seksuele diensten verleent in zijn lokalen;

3° elke verstoring van de openbare orde en rust, elke bedreiging van de gezondheid, de salubriteit en de openbare veiligheid te voorkomen;

4° te waarborgen dat de omstandigheden waarin de prostitutie wordt uitgeoefend aan de wetgeving beantwoorden, in het bijzonder dat de handelingsvrijheid van de seksuele dienstverleners niet geschonden wordt, ze niet het slachtoffer worden van mensenhandel, van bedreigingen, geweld of dwang, en dat men niet van hun nood of hun afhankelijkheid profiteert om ze te overtuigen seksuele handelingen te verrichten;

5° op te treden en de bevoegde overheden te verwittigen wanneer hij inbreuken vaststelt inzake de verplichtingen waaraan hij moet voldoen;

6° toegang te verlenen aan de medewerkers van de Raad of van de verenigingen die door hem gemandateerd zijn zodat zij de activiteiten van begeleiding, preventie en bewustmaking waarvoor ze bevoegd zijn, kunnen uitvoeren.

Art. 9

§ 1. De gemeenten kunnen te allen tijde in het raam van hun respectieve bevoegdheden en indien nodig onder dwang de salons voor seksuele dienstverlening en de identiteit van de personen die er vertoeven controleren.

§ 2. De persoon die verantwoordelijk is voor een salon krijgt administratieve sancties opgelegd :

1° wanneer dat salon niet over een geldige machtiging beschikt;

2° wanneer die persoon niet meer voldoet aan de persoonlijke verplichtingen waarin artikel 8, § 5 voorziet;

3° wanneer die persoon niet de mededelingen heeft gedaan die hij moet doen krachtens artikel 8, § 5;

4° wanneer die persoon niet de verplichtingen heeft nageleefd waaraan hij moet voldoen krachtens artikel 8, § 5.

§ 3. L'autorité compétente prononce, selon la gravité ou la réitération de l'infraction, les mesures et sanctions administratives suivantes :

1° l'avertissement;

2° la fermeture temporaire du salon pour une durée de 1 à 6 mois, et l'interdiction d'exploiter tout autre salon pour une durée analogue;

3° la fermeture définitive du salon et l'interdiction d'exploiter tout autre salon pour une durée de dix ans.

§ 4. Sans préjudice des dispositions prévues par le Code pénal, et indépendamment du prononcé des mesures et sanctions administratives prévues à l'article précédent, l'autorité compétente peut infliger une amende administrative de cinquante à deux cents euros à toute personne ayant enfreint les prescriptions de l'article 7, § 1^{er}.

Art. 10

§ 1^{er}. L'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants est complété par l'alinéa suivant :

« Est présumée, jusqu'à preuve du contraire, se trouver dans les conditions d'assujettissement visées à l'alinéa 1^{er}, toute personne physique enregistrée auprès du Conseil comme prestataire de services sexuels, conformément à l'article 5 de la loi du ... visant à réglementer la prostitution, à humaniser ses conditions d'exercice et à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle. »

§ 2. À l'article 380, § 1^{er}, du Code pénal, renuméroté par la loi du 28 novembre 2000, est apportée la modification suivante : le 3° est complété par ce qui suit : « On entend par profit anormal un profit qui est supérieur au double du prix normal de vente ou de location. »

27 novembre 2012.

Christine DEFRAIGNE.
Dominique TILMANS.
Jacques BROTCHE.
Armand DE DECKER.
Gérard DEPPEZ.
Alain COURTOIS.
Richard MILLER.
François BELLOT.

§ 3. Naargelang van de ernst of de herhaling van de inbreuk treft de bevoegde overheid de volgende administratieve maatregelen en sancties :

1° de waarschuwing;

2° de tijdelijke sluiting van het salon voor een periode van één tot zes maanden, en het verbod om enig ander salon uit te baten voor een analoge periode;

3° de definitieve sluiting van het salon en het verbod om enig ander salon uit te baten voor een periode van tien jaar.

§ 4. Onverminderd de bepalingen waarin het Strafwetboek voorziet en los van het treffen van de administratieve maatregelen en sancties waarin de vorige paragraaf voorziet, kan de bevoegde overheid aan elke persoon die de voorschriften van artikel 7, § 1, overtreedt een administratieve geldboete opleggen van vijftig tot tweehonderd euro.

Art. 10

§ 1. Artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen wordt aangevuld met het volgende lid :

« Tot bewijs van het tegendeel wordt ieder natuurlijk persoon die bij de Raad geregistreerd is als seksueel dienstverlener overeenkomstig artikel 5 van de wet van ... tot reglementering van de prostitutie, humanisering van de omstandigheden waarin ze wordt beoefend en versterking van de strijd tegen de seksuele uitbuiting, geacht zich in de in het eerste lid bedoelde voorwaarden tot onderwerping te bevinden. »

§ 2. Artikel 380, § 1, van het Strafwetboek, vernummerd bij de wet van 28 november 2000, wordt gewijzigd als volgt : het 3° wordt aangevuld als volgt : « Onder abnormaal profijt wordt verstaan een profijt dat hoger ligt dan twee maal de normale verkoopprijs. »

27 november 2012.